

MILIT'AIN

Dictionnaire biographique des militants CGT
du département de l'AIN des origines aux années 2000



Le C.A. de l'U.D. à BELLEGARDE en 1948.

Liste des militants

- ALLOMBERT Michel
 - ARPIN Georges
 - BARIOT Raymond
 - BERTHUY Raymond
 - BILLAUD Pierre
 - CEDILEAU Jean Louis
 - CEPPI Jacques
 - CHUITEL Georges
 - COCHET Didier
 - COTTON Jean Pierre
 - CURNILLON
 - FONQUERNIE Jean Michel
 - GAILLARD Gérard
 - GAUTHIER Daniel
 - JACQUET Claude
 - JULLIARD Jean François
 - JURY Alain
 - LE BREUS Emile
 - MADRAT Henri
 - MAITRE Maurice
 - MARTINERO Louis
 - MARTINOD Yvonne
 - MAZUIR André
 - MOLARD Jean
 - MOSSAZ Georges
 - MONNET Gustave
 - PELUX Henri
 - PIANE Camille
 - REVEILLARD André
 - RICOL André
 - ROCHON Patrick
 - SEIGNEMARTIN Jean
 - SERRE Maurice
 - TRICHARD Pascale
 - TRUCQUEMENT Bernard
 - TURREL Robert
 - VIGNEUX Joseph
 - VOLLAND Robert
 - VUILLAUME Pierre
 - ZAGOURI Charles
-
- Hommage à Claude CHANEL
 - Congrès de l'UD depuis 1936
 - Questionnaire MILIT'AIN

ALLOMBERT Michel

Né le 28 septembre 1959 à MONTREAL LA CLUSE (01) ; agent technique EDF puis GDF ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire de la section CGT de la station de stockage gaz d'Étrez, conseiller prud'hommes à Oyonnax puis Bourg en Bresse.



Fils de militants communistes et cégétistes (Son papa : Georges ALLOMBERT technicien EDF, sa maman : Colette employée PTT), Michel entra à l'École Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1977. À sa sortie de l'école en 1978, il fut affecté la Centrale thermique de Chalon-sur-Saône.

Il adhéra à la CGT dès sa titularisation.

De février 1980 à début 1981, il effectua son service militaire, dont 15 jours de prison pour refus d'obéissance. Il avait refusé de faire le peloton des élèves gradés !

En 1985 il arrive au stockage de gaz d'Étrez dont il devient le Secrétaire de la Section CGT après le départ de Jacques FELIX en 1986. .

Il mena la campagne lors des élections professionnelles de 1988. La CGT devint majoritaire à Étrez !

Durant cette période il était entré à la section PCF de Bourg-en-Bresse et devint le secrétaire de la section communiste de Montrevel.

Membre de la Commission syndicale CGT de la région « Centre-Est » de GDF, en 1994, il devint permanent syndical, secrétaire de la commission secondaire du personnel sur Lyon jusqu'en 2001.

Il organisa la grève de décembre 1995 dans son « bastion » à Étrez : 3 semaines d'occupation et première coupure sur l'alimentation gaz de la Suisse !

En 2002 il fut élu conseiller prud'hommes à Oyonnax, puis en 2009 conseiller prud'hommes à Bourg-en-Bresse. Il assure la présidence la première année de son mandat.

Pendant cette même période (de 2003 à 2007), Michel ALLOMBERT fut élu CGT au Conseil d'administration du GRT gaz (Le Réseau de transport gaz, filiale de GDF).

Marié à Isabelle DEMEULEMEESTER, ils ont eu un enfant.

Il mourut le 10 janvier 2015 à VIRIAT 01 après avoir demandé à Alain JURY de lire son « Dernier discours » lors de ses funérailles.

ARPIN Georges

Né le 19 février 1953 à Nantua, technicien d'essais chez BILLION, syndicaliste, militant communiste, secrétaire de l'UL CGT d'Oyonnax (2004/2013).



Fils de paysan à Bôches, hameau de la commune de Saint Alban dans l'Ain, il est embauché dans l'entreprise BILLION métallurgie, fabricant de presses à injecter à Oyonnax en août 1972. Il adhère à la CGT en décembre 1972 et commence son 1^{er} mandat de délégué du personnel en 1974. En 1975, il participe au stage de base d'une semaine à Oyonnax.

Il est membre de la CE départementale et milite à l'USTM de l'Ain et à l'UL d'Oyonnax.

En 1998, il est élu secrétaire du CE et du syndicat de BILLION.

Après une mobilisation des salariés et un blocage de l'entreprise, il négocie en 1999 l'accord des 35h qui reste le meilleur accord de la métallurgie du département.

En 2004, Georges ARPIN est élu secrétaire de l'UL CGT d'Oyonnax jusqu'à sa retraite en 2013.

Sous son impulsion, l'UL travaille à des propositions alternatives pour l'industrie. Il travaille avec des experts comme l'ADESS Rhône-Alpes et la Secafi, puis organise des réunions de militants pour élaborer des propositions alternatives industrielles et sociales. Des réunions publiques sont organisées auxquelles les politiques locaux se sentent obligés de participer. Il est rare qu'une UL se lance dans un projet alternatif sur l'industrie, c'est même unique dans le département.

Il représente la CGT au comité stratégique régional de la plasturgie et en 2009, sous son impulsion, est créée la CPHB (Commission Paritaire du Haut Bugéy) instance de dialogue social territorial avec un financement de la Région, de l'agglomération du Haut Bugéy et de la DIRECCTE.

Le 19 février 1977 Georges ARPIN adhère au PCF lors d'un meeting ayant pour thème « les cahiers de la misère et de l'espoir », en présence de Guy CHAVANNE et Robert TURREL. En janvier 1982, il est élu secrétaire de section, membre du bureau et du secrétariat départemental. La même année, il participe à une école centrale d'un mois à Choisy le Roy.

Georges ARPIN est élu conseiller municipal de 1983 à 2008 et de 2014 à 2020. En 2020 il ne se représente pas.

En 1995, il est tête de liste PCF aux municipales d'Oyonnax, l'union n'ayant pu se faire. Alors que le PS fait 3 fois le résultat du PCF aux élections législatives, la liste PCF à Oyonnax est en tête de la gauche.

Aux municipales de 2001, il est tête de liste d'une liste de large rassemblement, la liste obtient le meilleur résultat au 1^{er} tour depuis 1983 malgré une liste dissidente PS. Depuis aucune tête de liste n'a réussi à égaler ce résultat.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressé.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'Ain

Georges ARPIN est candidat aux élections législatives, sénatoriales, départementales et régionales. En 2015, pour les élections régionales, il est désigné tête de liste départementale de l'Ain du PCF.

En 1988, face à une augmentation des charges locatives, il organise, avec le PCF, les locataires dans un rapport de force (au plus fort du mouvement 500 habitants manifestent dans la rue). Confrontée à ce mouvement, la Mairie fait annuler par les organismes HLM les rappels de charges.

En 1991, lors de la guerre du Golfe, suite à un « *Appel des 75* » au niveau national, Georges ARPIN met en place un comité pluraliste composé de gaullistes, de résistants, de la CGT, du PCF et de personnalités comme le curé de la Plaine Jean Bernard. L'action prend de l'ampleur et plus de 1000 personnes défilent à Oyonnax contre la guerre.

Georges ARPIN a passé toute sa vie professionnelle dans l'entreprise BILLION, il part à la retraite le 1^{er} mai 2013. En 2018, il quitte ses responsabilités politiques, il aura été 36 ans membre de la direction départementale du PCF.

Il fait sienne cette phrase de Vladimir Ilitch Lénine : « *là où il y a une volonté, il y a un chemin* »

BARIOT Raymond

Né le 1er février 1930 à Lyon (Rhône) ; ouvrier de Service électrique puis chef d'équipe ; secrétaire du syndicat CGT des cheminots de Bourg-en-Bresse (Ain) de 1967 à 1977.



Fils d'un cheminot, Raymond BARIOT entra le 6 octobre 1946 au centre d'apprentissage du Service électrique et signalisation (SES) de Santenay (Côte-d'Or). C'est là qu'il rencontra Jean Duclos, le futur secrétaire du secteur CGT de Chambéry (Savoie) ; la quasi totalité de la promotion sera adhérente à la CGT. Raymond BARIOT occupa diverses fonctions professionnelles à l'équipe Travaux, à la Région.

À son retour du service militaire, il fut affecté à Annemasse (Haute-Savoie) puis à Bourg-en-Bresse (Ain), puis termina sa carrière comme chef d'équipe Service mécanique (SM).

Il commença à prendre des responsabilités syndicales dès 1958, comme titulaire au comité mixte Voie et bâtiments de Chambéry, puis au comité mixte régional Sud-Est ; il fut aussi délégué du personnel. Raymond Bariot devint secrétaire du syndicat de Bourg-en-Bresse en 1967 et jusqu'en 1977. Membre du bureau du secteur CGT de Chambéry, il fut également membre de la commission exécutive de l'Union départementale de l'Ain et du bureau de l'UD.

Secrétaire de la section retraités des cheminots CGT de Bourg-en-Bresse depuis 1986, il avait, en 2002, des responsabilités au comité des fêtes de Bourg et au district de football de l'Ain.

BERTHUY Raymond

Né en 1924 à MONTLUEL (01) ; verrier à l'usine Saint-Gobain de LAGNIEU ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire du syndicat CGT de la verrerie de Saint-Gobain et de l'Union Locale de Lagnieu, conseiller prud'hommes à Belley.



Raymond BERTHUY est né en 1924 à Montluel. Marié, père de trois enfants, il vécut à Lagnieu depuis 1925.

Pendant la guerre, il a travaillé comme ébéniste dans la capitale, mais son engagement militant l'obligea à partir pour la Creuse où il aida la Résistance.

Sitôt la guerre terminée, il se rendit disponible pour la reconstruction économique du pays, qui avait connu de grandes destructions. Plus particulièrement, il participa à la remise en route des usines Berliet de Vénissieux, dont le redémarrage était essentiel.

Puis, il retourna à Paris pour y travailler. Raymond était un militant, et ce depuis 1945, à la CGT au PCF.

En 1946 il revient à Lagnieu et entre aux établissements ARGOR où il participe aussitôt à la mise en place de la CGT dans cette entreprise.

Il travailla pendant 30 ans à la Verrerie Saint-Gobain de LAGNIEU, de 1952 à 1982, date de sa retraite. Il fut secrétaire du syndicat CGT de la verrerie de 1960 à avril 1967. Il fut Délégué du Personnel de 1958 à 1970 et DS en 1970.

Membre de la commission exécutive de l'UD de 1960 jusqu'au dernier congrès de celle-ci.

Tout au long de ces années, et même ensuite, il s'impliqua syndicalement et fut également défenseur des salariés devant le Conseil des Prud'hommes. Il fut en même temps administrateur de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain de décembre 1962 à décembre 1979.

Il représentera l'Union Départementale au CODERPA en 1983.

Fondateur de l'Union Locale des syndicats CGT de Lagnieu, il en fut le Secrétaire de 1965 à 1986.

Il fut aussi un des membres fondateurs de l'ADAPA, l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées.

Décoré de la médaille d'or des syndicats professionnels en octobre 1985.

SOURCES : *Archives UD CGT de l'Ain..*

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'Ain

Militant infatigable, Raymond, avec ses camarades, a fait signer des centaines de pétitions, distribué des dizaines de milliers de tracts, collé des cartons d'affiches, participé à toutes les grèves, toutes les manifs du département et de la région.

L'heure de la retraite arrivée, il continua à aider les gens, mais s'occupa également un peu plus de sa famille et put s'adonner à ses loisirs préférés, le jardinage et le bricolage.

Il ne supporte pas l'inactivité, aussi il est toujours présent parmi le syndicat des retraités ainsi que dans les couloirs des tribunaux. Il était un grand spécialiste dans le secteur juridique, il ne se présentait pas aux prud'hommes de Belley, les juges, le personnel l'appelaient *Maître BERTHUY*.

C'est le 26 juillet 2007 qu'un accident vasculaire cérébral l'a emmené loin des siens.

BILLAUD Pierre

Né le 10 juin 1948 ; Employé de centres de tri des PTT ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat des PTT de Bourg en Bresse (1982-1988), membre de la CE de l'UD de l'Ain (1980-1988).



Né dans une ferme Poitevine à Saint Sauvant (Vienne), après un passage avorté au lycée Henri IV à Poitiers, Pierre BILLAUD est embauché comme auxiliaire au Bureau de Poste local, puis au centre de tri à Paris-Gare d'Austerlitz en **1966** où il adhère à la CGT dès son arrivée.

Dans les mois qui suivent il participe à une formation de base à l'Union Locale CGT de Paris XIII.

Pendant les événements de **1968** il fait son service militaire à Nice.

A son retour il reprend son activité au Train postal.

En **1972** il fait la connaissance de Gaby lors d'un stage CGT à Courcelles, ce qui le motive pour demander sa mutation à Lyon. Ils se marient la même année.

En **1974** il fait partie du Bureau de syndicat du centre de tri de Lyon et prend une part active à la grève des Postiers contre le projet de privatisation des PTT et pour la retraite à 55 ans. Technicien hors pair, il véhicule et fait fonctionner la sono dans les manifestations.

En **1978** il est muté à Bourg en Bresse. Il arrive au centre de tri dans un fief CFDT. Il devient rapidement l'animateur de la section syndicale et quelques années plus tard la CGT devient très largement majoritaire.

Elu Secrétaire général du syndicat CGT des PTT de l'Ain de **1982** à **1988**.

A noter qu'en **1980** Pierre BILLAUD est LE technicien qui a permis les émissions (illégales !) de Radio Bresse CGT.

Il devient ensuite Président de la cantine des PTT de Bourg en Bresse une dizaine d'années et se bat avec succès contre la privatisation de ce service.

Il s'implique également dans les structures interprofessionnelles de la CGT : Elu à la Commission Exécutive de l'UD de **1980** à 1988.

A la fin des années **1980**, avec d'autres Camarades, il participe à la relance de l'activité de l'Union Locale de Bourg en Bresse.

Il siège au conseil d'administration de l'URSSAF de l'Ain de **1983** à **1991**.

Après son départ en retraite en **2003**, il se consacre à ses deux passions : Le jardinage, et la mécanique à l'atelier de Meillonas de Association Revermontoise de Conservation des Mécaniques Anciennes.

Ce qui ne l'empêche pas de rester un pilier des manifestations CGT, dont celles du 1^{er} mai...

BRICHE Georges

Syndicaliste CGT du Jura et de l'Ain.

Lors du congrès confédéral de la CGT en 1931, Georges Briche y représenta les syndicats du Bâtiment et de l'Eclairage, tous deux de Saint-Claude.

Depuis janvier 1934 au moins, il assumait la fonction de secrétaire général de l'Union interdépartementale CGT de l'Ain et du Jura. Lors du congrès confédéral de la CGT de 1936, il fut mandaté par le syndicat de l'Eclairage de Saint-Claude. Appartint-il à cette branche professionnelle ?

En janvier 1939 se tint un nouveau congrès de cette union interdépartementale. Au cours de celui-ci, une majorité, fournie principalement par les syndicats du Jura, décida la dissolution de cette union et vota en faveur de la création de deux UD autonomes, une chacun des deux départements.

Lors de ce congrès, Georges Briche annonça sa décision de ne pas demander le renouvellement de son mandat pour des "raisons familiales".

SOURCES : *La Voix du peuple*, organe officiel mensuel de la CGT, janvier 1934, février 1937, janvier 1939 (BNF, Gallica). — Comptes rendus des congrès confédéraux de la CGT de 1931 et de 1936.

Louis Botella

CEDILEAU Jean Louis

Né le 28 janvier 1949 à BOURG EN BRESSE (Ain) ; agent technique EDF-GDF ; syndicaliste CGT dans l'Ain, militant du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse.



Fils d'ouvrier métallurgiste, Jean Louis suit sa scolarité à l'école Bichat puis au lycée Carriat

Après l'obtention de son CAP d'électricien, il commence sa vie active à la CEGELEC et se syndique aussitôt à la CGT.

Puis il reprend le chemin de l'école en intégrant l'Ecole de Métiers EDF à SOISSONS. A sa sortie, il est embauché en Alsace fin avril 1968... Pour se mettre en grève le mois

suivant... Beau et symbolique début !

Il effectue ensuite son Service militaire dans les Vosges. C'est lors d'une de ses permissions qu'il rencontre Gaby, qu'il épouse en 1972.

Dès son retour à la vie civile, il obtient sa mutation au Centre de distribution d'EDF-GDF de BOURG EN BRESSE comme dessinateur, avant d'être nommé Surveillant de travaux en 1977.

En même temps que son métier, Jean Louis continue son engagement militant dans la CGT : Depuis 1974 il était membre de la Commission Secondaire du Personnel et de la Commission Exécutive du Syndicat. Il siège ensuite en Sous Comité Mixte à la Production et en est le Secrétaire. A partir de 1986 il fera plusieurs mandats en Comité Mixte à la Production.

Jean Louis a été le Secrétaire de la section syndicale des services du centre qui comptait plus d'une centaine d'adhérents à cette époque.

En 1978 il est élu à la Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT, il y fera 2 mandats.

Jean Louis a été de toutes les grèves, de toutes les manifs d'EDF-GDF et interpro notamment celle de 1er mai, même les années où nous étions seulement une poignée...

Dès sa « mise en inactivité de service, il intègre la section syndicale des Retraités EDF-GDF du département de l'Ain et participe avec assiduité aux permanences hebdomadaires du jeudi matin.

Jean Louis prend aussi une part active aux activités sociales de la CMCAS : IL devient Président de la section BCD (Balade Culture Détente) en 2009 avant de laisser les clefs de la maison en 2016.

SOURCES : *Archives Syndicat CGT EGF Pays de l'Ain-Beaujolais* — Renseignements fournis par Alain JURY.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'Ain

Sportif, Jean Louis a longtemps pratiqué la lutte à l'Alouette des Gaules. Club dont il a été le Secrétaire pendant la Présidence de Max MURTIN de 2000 à 2009. A ce titre il a aussi été membre du Comité directeur de l'Office municipal des sports de Bourg en Bresse.

Il est décédé du cancer le 28 mars 2021.

Il était membre du Conseil d'administration de l'Institut d'Histoire Social CGT de l'Ain.

CEPPI Jacques

Né en 1936 ; agent technique EDF ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1974-1982), membre du Bureau de l'UD de l'Ain (1974-1978), membre de la Commission Exécutive de la Fédération Nationale de l'Energie (1979-1986) .



Né d'un père Suisse et d'une mère Vendéenne, Jacques CEPPI entre à l'Ecole Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1954. A sa sortie de l'école en 1955 il est affecté au centre de distribution EDF-GDF de BOURG EN BRESSE (Ain) comme monteur. Il adhère à la CGT dès son arrivée.

Le 1er janvier 1956 il part en Algérie faire son service militaire ; il y restera 29 mois.

A son retour il réintègre le district d'Ambérieu puis à l'équipe subdivision ; avant d'être muté au district d'Oyonnax de juillet 1959 à 1965 où il participe à la restructuration de la section syndicale.

Il épouse JEANINE, institutrice, en 1960.

Son engagement syndical a trouvé un prolongement politique par son adhésion au P.C.F. en 1966.

Il est de retour à Ambérieu comme Agent petites interventions en décembre 1967. Il milite au sein de la section syndicale et intègre la Comité Mixte à la Production.

Pendant les grèves de mai 1968, il est élu Secrétaire Général de l'U.L. d'AMBERIEU... jusqu'en 1974, date de sa venue à BOURG et de son élection comme Secrétaire Général de du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF en remplacement de Maurice MAITRE; (Responsabilité qu'il occupera jusqu'en octobre 1982).

Il siège en Commission Secondaire du Personnel dont il sera le secrétaire du 5 juin 1975 (où il succède à Daniel GAUTHIER) jusqu'à fin 1982.

Jacques s'est aussi investi dans les activités sociales à la C.A.S. dont il sera le Vice Président pendant 10 ans de 1973 à 1983.

Là, et parmi un flot d'initiatives, il va prendre une part active dans 3 décisions :

- * En 1976, c'est la construction des locaux du Centre de Loisirs de Péronnas,
- * En 1981, c'est l'acquisition d'une propriété dénommée "LA PIATIERE" à Thoirette...
- * sur laquelle sera construite la Maison Familiale de LA PLATIERE inaugurée en 1984.

A la centrale nucléaire de Bugey, Avec d'autres camarades dont Michel BOURDET, Jacques la construiront... en même temps que l'outil énergétique, l'outil syndical C.G.T. dont nos camarades producteurs avaient et ont besoin.

Son activité interprofessionnelle ne s'arrête pas à l'U.L. d'AMBERIEU. Il est élu au Bureau de l'Union Départementale CGT de l'Ain en 1972, puis au Secrétariat en 1974... où il travaillera avec Robert TURREL jusqu'en 1978.

Il sera ensuite de plus en plus accaparé par la Fédération de l'Énergie : En 1976 il intègre la « sous-commission classement/avancement » de la Commission Supérieure Nationale du Personnel. Au congrès fédéral du Touquet en 1979 il est élu à la Commission Exécutive de la Fédération Nationale de l'Énergie ; il sera réélu au congrès de Toulouse en 1982. Il laissera son mandat en 1986, mais intégrera alors l'Union fédérale des Retraités jusqu'en 1996. Il fera aussi un mandat à l'Union Confédérale des Retraités de 1988 à 1989.

Jacques CEPPI part en Retraite le 7 novembre 1991... Pour poursuivre son activité syndicale au sein de la section syndicale des Retraités EDF-GDF du département de l'Ain, dont il devient le Secrétaire en 1992. Il sera remplacé par Jean François JULLIARD en 1998.

CHANEL Claude

Né le 31 mars 1944 ; Employé au Trésor public ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du Trésor public (1971-2002), membre de la CE de l'UD de l'Ain et Président d'INDECOSA CGT AIN (1983-2017).



Né le 31 mars 1944 à Bourg en Bresse, il fit ses études au lycée Carriat et obtint son CAP d'aide-comptable en 1961 puis le brevet commercial. Après un bref passage à la Banque Régionale de l'Ain ; Claude CHANEL fut embauché comme auxiliaire à la Trésorerie générale de l'Ain en septembre 1961. Suite à sa réussite au concours d'agent de recouvrement du Trésor il fut embauché à Annemasse en novembre 1962 avant de revenir dans l'Ain à Villereversure en 1965.

En 1967 Claude épousa Josette, vendeuse aux « Dames de France » à Bourg en Bresse ; qui en 1968 adhère à la CGT pendant les grèves et est élue Secrétaire de son syndicat. C'est Claude qui le soir rédigeait les tracts !

En 1970, à la naissance de leur premier enfant, Josette arrêta son travail et donc son engagement syndical. Claude, en manque de rédaction de tracts, adhéra au syndicat départemental CGT du Trésor. Il en devint rapidement le Secrétaire. Puis, son engagement l'amena à diriger la section départementale de l'UGFF (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires) à partir de 1973.

En décembre 1982, la CE de l'UD (dont il était membre) décida la création d'**INDECOSA** (Association pour l'**IN**formation et la **DE**fense des **CO**nsommateurs **Salariés** CGT) .

Le 11 janvier 1983 l'assemblée générale constitutive élit Claude CHANEL Président d'INDECOSA CGT AIN.

Dans ce cadre, Claude, lui-même logé dans un appartement de Bourg-Habitat, agit efficacement pour la défense des locataires des HLM (surtout à partir de 2003), jusqu'à porter en tête les listes INDECOSA lors des élections des représentants des locataires chez les bailleurs publics.

Claude donna toutes les dimensions de sa ténacité et de ses compétences dans l'affaire du câble dans les années 1990 : Bourg-Habitat, avec l'aval de la municipalité de l'époque, avait fait installer un câble destiné à la réception de la télé dans les HLM de la ville. Accompagnés par INDECOSA, des locataires ont refusé de payer une redevance pour un service qu'ils n'avaient pas demandé. Plus d'une centaine de locataires a tenu et gagné au tribunal, ancrant ainsi fortement l'INDECOSA dans le camp des vrais défenseurs des locataires. C'est Claude CHANEL qui, le premier en France, a su vraiment imposer INDECOSA aux élections de locataires.

En décembre 2002 Claude partit en congé de fin d'activité avant sa mise en retraite en 2004. Il continua son activité de Président d'INDECOSA jusqu'en 2017.

Claude CHANEL est décédé le 23 août 2019.

SOURCES : Interview IHS CGT AIN 8 novembre 2018

CHUITEL Georges

Né vers 1920 ; ouvrier du textile, puis électricien EDF ; membre du bureau de la fédération CGT de l'Énergie (1963-1969) ; membre du secrétariat de la fédération communiste du Rhône (1956-1957).



Engagé dans les FTP, Georges CHUITEL fut un des premiers combattants à entrer dans Lyon libéré. Il adhéra au Parti communiste en septembre 1944, à la caserne de la Part-Dieu de Lyon (Rhône). Il déclara, en 1982, avoir été sanctionné : « rétrogradation à la base, refus de la conférence à mon exclusion demandée par Marty, lié aux problèmes des armes détenues par Résistants » ; l'allusion à André Marty* situerait cet épisode vers 1946, à un moment où Marty avait le contrôle politique de la commission des cadres.

De retour à la vie professionnelle, Georges CHUITEL assumait ses premières responsabilités syndicales dans les manufactures du textile de l'agglomération de Villefranche-sur-Saône (Rhône). Élu délégué de son entreprise, il devint rapidement secrétaire du syndicat textile de

Villefranche de 1948 à 1949, jusqu'à son licenciement. Dirigeant communiste de Villefranche-sur-Saône, il milita à l'UJRF en 1946-1948, fut secrétaire du cercle Arnas et membre du comité départemental. Il entra au bureau fédéral communiste en mai 1954 et au secrétariat fédéral en juin 1956, Jean Cagne* étant le premier secrétaire. Son nom disparut du secrétariat dès l'année suivante, mais il resta au bureau fédéral.

Il avait suivi une école centrale de quatre mois en 1957. Chargé du travail paysan en 1959, il quitta le bureau fédéral pour le comité fédéral en 1962.

Entré à EDF en 1949, Georges CHUITEL travailla par la suite à l'usine à gaz de Villefranche-sur-Saône. Il prit rapidement la tête du syndicat CGT de Lyon. Lors du XXII^e congrès de la Fédération CGT de l'Énergie, (Gennevilliers, mars 1963), il fut élu au bureau fédéral et réélu au congrès suivant. Il quitta le comité fédéral communiste en 1964 en raison de ses fonctions à la Fédération CGT de l'Énergie.

Le Parti communiste l'avait présenté comme candidat aux élections législatives, cantonales et municipales, dans la période 1950-1958, dans la circonscription de Villefranche, ainsi qu'aux élections législatives de 1958.

Georges CHUITEL fut mis en inactivité en décembre 1979. Installé dans le département de l'Ain, militant de la section d'Izernore, il siégea au comité fédéral de 1982 à 1990, puis démissionna en cours de mandat.

Marié avec Éliane Andrée, femme au foyer, adhérente du PCF en 1953, il eut cinq enfants.

COCHET Didier

Né le 12 avril 1965 à Bourg en Bresse, technicien traitement du lait chez BRESSOR site de Servas, syndicaliste, secrétaire du syndicat depuis 2005.



Après 51 emplois dans autant d'entreprises (!), Didier COCHET est embauché chez BRESSOR (Ex BRESSE-BLEU), le 5 juillet 1992 comme technicien traitement du lait.

Il devient membre du CHSCT en 1996 et assume le mandat jusqu'en 2016.

Il est élu délégué du Personnel en 2002 et le restera jusqu'en 2010.

Il adhère à la CGT en 2005 et est élu Secrétaire du syndicat, devient en même temps délégué syndical (mandat qu'il occupe jusqu'en 2010). Il en est aussi le Trésorier.

Il est membre de la CE de l'Union Locale de Bourg en Bresse depuis le congrès de décembre 2012.

Il a participé activement à 3 mouvements de grève :

- Un jour en septembre 1996 pour la reconnaissance du travail au travers de la mise en place d'une grille de classifications.
- Trois jours en février 1999 pour le respect des salariés par l'arrêt des brimades de 2 responsables de service (Ils seront mis à l'écart puis licenciés).
- Trois jours en novembre 2021 : Une douzaine de revendications satisfaites dont 10 embauches.

Didier COCHET est aussi administrateur de la MSA depuis 2010, membre du CA d'INDECOSA CGT 01 puis du bureau depuis l'été 2021. Didier a également été Président de l'Amicale des Donneurs de sang Bénévoles de Dompierre-Lent-Servas de 2013 à 2021.

COTTON Jean Pierre

Né en 1945 ; enseignant ; syndicaliste CGT de l'Ain, animé par un grand humanisme et de profonds sentiments laïques, Jean Pierre était, tout à la fois salarié et citoyen, militant enseignant, militant politique, militant associatif...



Secrétaire du SDEN (Syndicat Départemental de l'Education Nationale) de l'Ain pendant de nombreuses années, il a œuvré sans relâche pour la syndicalisation et l'audience de la CGT parmi les enseignants.

Fervent défenseur d'un syndicalisme interprofessionnel, soucieux d'appréhender la réalité des salariés des autres secteurs d'activité, il participait à toutes les initiatives de la CGT dans le département, et était de toutes les mobilisations.

Membre de la commission Exécutive et du Bureau de l'Union Départementale CGT de l'Ain pendant plusieurs années, ses interventions étaient remarquées, son analyse et son argumentation appréciées.

Doté d'une grande capacité de travail, Jean-pierre impressionnait tous ceux qui le côtoyaient.

Pédagogue, il a contribué à l'effort de formation syndicale, et animé de nombreux stages et journées d'étude avec l'UD CGT de l'Ain.

Il a été un de ceux qui ont su faire converger les inquiétudes légitimes pour l'avenir de la planète au travers des enjeux environnementaux et le syndicalisme. C'est cette rencontre qui s'est matérialisée par sa participation à la délégation confédérale au Grenelle de l'environnement en 2007 dans le cadre de la délégation confédérale de la CGT.

Jean-Pierre COTTON, c'est aussi celui qui a créé l'association pour la transparence dans le traitement des déchets (ATTD). Avec cette association il a mené ardemment la lutte contre la création d'un incinérateur d'ordures ménagères dans la partie ouest du département de l'Ain. Nul doute que cette association a aidé les élus à abandonner l'incinération au profit de la méthanisation beaucoup moins polluante.

Jean-Pierre, c'était aussi un homme fier de son terroir, de son Revermont. C'est grâce à lui que **musée du Revermont** voit le jour en 1986. A ce musée est associé rapidement **un verger-potager conservatoire** des variétés locales et/ou anciennes. La même année il crée **le marché des fruits d'automne**. Dans la foulée il crée le **sentier ethnobotanique** des anciennes vignes entre Treffort et Cuisiat.

Il avait été sollicité en 2007 pour intégrer l'équipe municipale de Treffort Cuisiat, mais déjà souffrant à ce moment-là, il avait dû décliner l'offre à regret.

Jean Pierre est décédé fin mai 2008 d'un cancer foudroyant.

CURNILLON

Militant de Bourg-en-Bresse (Ain), Curnillon appartient au comité exécutif de l'intersyndicale de l'Énergie industrielle, créée en juillet 1936.

SOURCE : Note de R. Gaudy.

FONQUERNIE Jean-Michel

Né le 26 septembre 1937 à Montluçon (Allier) ; cadre EDF ; syndicaliste CGT de l'Ain puis de Haute-Savoie, secrétaire national du GNC (1977-1987), membre du bureau de la Fédération CGT de l'Énergie (1979-1986) ; militant communiste jusqu'en 1999.



Le père de Jean-Michel Fonquernie était cadre, « issu du rang » comme le précise son fils. Sa mère était sans profession. Jean-Michel Fonquernie suivit les cours de l'école Bréguet, aujourd'hui École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique (ESIEE) où il obtint le diplôme d'ingénieur. Au cours de ses études, il logea à Paris chez un oncle et une tante qui influencèrent ses engagements ultérieurs.

Il fut embauché en 1963 en qualité de jeune cadre technique au service des études et travaux du Centre de Bourg-en-Bresse (Ain). Il devint ensuite chef adjoint de subdivision puis cadre technique au centre Annecy (Savoie).

Adhérent à la CGT à partir de 1964, Jean-Michel Fonquernie milita au sein du Groupement national des cadres. Entre 1970 et 1977, il fut membre du bureau du syndicat GNC d'Annecy, et secrétaire général adjoint du syndicat d'Annecy de 1972 à 1977, comme responsable de l'activité parmi les cadres. À Annecy, il siégea en commission secondaire et en comité mixte à la production.

Entre 1974 et 1977, il fut responsable régional du GNC, membre de son bureau national, avant d'intégrer le secrétariat national à l'occasion du XIIIe congrès national du GNC. Il fut secrétaire national du GNC jusqu'au XVIe congrès (1987).

Parallèlement, Jean-Michel Fonquernie fut élu au bureau de la Fédération CGT de l'Énergie à l'occasion de son XXVIIe congrès (Le Touquet, juin 1979), comme responsable de l'activité parmi les ingénieurs, cadres, techniciens et maîtrises, aux côtés notamment de Jean Morillon*. Il fut reconduit jusqu'au XXIXe congrès (Mulhouse, février 1986) et quitta alors son mandat fédéral pour assumer des responsabilités au sein de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT), au secteur des libertés et international.

Lors du XXXe congrès de la Fédération de l'Énergie (Caen, juin 1989), il fut désigné comme chargé de mission auprès du secrétariat fédéral. Jean-Michel Fonquernie représenta la Fédération CGT au sein de la commission nationale de la distribution, au conseil national consultatif des comités mixtes à la production et au sein de la sous-commission « classement-avancement » de la Commission supérieure nationale du personnel d'EDF-GDF (CSNP).

Adhérent du Parti communiste à partir de 1972, il exerça diverses responsabilités (secrétaire de cellule, responsable de section, membre du comité fédéral) dans l'Ain, en Haute-Savoie puis à Paris. Entre 1986 et 1993, il fut collaborateur du secteur sciences et technologies du comité central du PCF. En 1999, il quitta le Parti communiste pour exprimer son désaccord avec la décision de privatisation d'Air France, conduite par le ministre des Transports Jean-Claude Gaysot*, et avec la politique du gouvernement Jospin dans le domaine de l'énergie.

Membre de l'association Ain Alzheimer, Jean-Michel Fonquernie fut membre de son bureau puis vice président et il en assure la présidence depuis 2005.

Veuf, père d'un enfant, Jean-Michel Fonquernie se remaria avec Cécile Robaczek, sans profession, mère de deux fils, qui fut membre du Parti communiste.

Jean-Michel Fonquernie est décédé le 20 septembre 2018.

SOURCES : Force militant, n°359, juin 1986. — R. Gaudy, Les porteurs d'énergie, tomes 1 et 2, Paris, Le Temps des cerises, 2009. — Renseignements fournis par l'intéressé (juillet 2010).

GAILLARD Gérard

Né en 1952 ; agent technique EDF ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat des cadres et agents de maîtrise CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1987-1996), membre du Bureau de l'UD de l'Ain (1986-1996).



Enfant de Saint Gervais né d'un père montagnard chevronné et agent EDF, Gérard GAILLARD entre à l'Ecole Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1968. A sa sortie de l'école il est affecté au centre de distribution EDF-GDR de Bourg en Bresse comme agent technique. Adhérent à la CGT dès sa titularisation, il prend rapidement des responsabilités syndicales au sein du GNC 'Groupement National des Cadres CGT). Il succède à Jean François JULLIARD comme secrétaire général du syndicat. Secrétaire du Comité Mixte à la Production de **1986 à 1996**, il siège également en commission Secondaire du Personnel.

Parallèlement Gérard GAILLARD s'investit à l'Union Départementale CGT dont il a été membre du Bureau durant de nombreuses années.

Très attaché à son travail « d'homme au service des hommes », il avait souhaité y retourner après les années de détachement et avait repris ses fonctions de technicien exploitation en **1996**.

Il s'investit alors dans le club sportif des électriciens et gaziers l'ASEGF, notamment dans la section « Ski et rando » dont il devient un des animateurs.

Passionné de montagne, il meurt le 12 août 1999 avec sa compagne, victime d'une chute mortelle sur un glacier de la Vanoise.

GAUTHIER Daniel

**Né le 1er septembre 1914 à Lons-le-Saunier (Jura) ;
syndicaliste de l'électricité et du gaz du Jura et de l'Ain.**

Enfant unique d'une mère ouvrière repasseuse dans une teinturerie et d'un père ouvrier boulanger, puis ouvrier d'usine et livreur d'épicerie, Daniel Gauthier vécut à Saint-Claude (Jura) de 1921 à août 1935, puis à Bourg-en-Bresse (Ain). Après avoir obtenu le certificat d'études primaires, il fut embauché à l'Union électrique le 3 novembre 1927, sans formation particulière. Il entra dans la petite formation syndicale CGT et aux Jeunesses socialistes (par la suite, il n'adhéra jamais à un parti). Après son service militaire (septembre 1935-août 1937), la direction accepta de le réintégrer, mais sans affectation d'office, au secteur de Bourg-en-Bresse dans un poste de début de carrière non défini. Il s'intégra dans l'équipe de direction du syndicat CGT qui réunissait la majorité du personnel des deux secteurs, Saint-Claude et Bourg. Les principaux dirigeants étaient alors Jean Bollard (1906-1972), Joannès Grivet, Gustave Monnet, Henri Monnet, Maurice Serre et Charles Benoît (Benoît, dessinateur, fut délégué de Bourg au XVe congrès de la Fédération CGT de l'Éclairage en juin 1937).

Mobilisé en août 1939, Daniel Gauthier revint à la vie civile fin juillet 1940. Il participa à la Résistance, s'opposant à la Charte du Travail et agissant en faveur de ses collègues prisonniers de guerre. En 1943, il entra dans un réseau et fut arrêté au cours d'une rafle le 10 juillet 1944. Ayant été dénoncés par la milice, Daniel Gauthier et Jean Bollard furent désignés comme otages, ils réussirent à s'évader d'une caserne de Bourg à la faveur des actions de harcèlement de la Résistance qui avaient semé la confusion dans les états-majors des occupants et de la milice. En septembre, Bourg fut libéré. Le syndicat, dont D. Gauthier restait l'un des responsables, occupa immédiatement les centres vitaux de la distribution d'électricité et de gaz afin d'éviter les tentatives de sabotage. Daniel Gauthier fut membre du secrétariat du syndicat CGT jusqu'à sa retraite en octobre 1973. En 1946-1948, après la nationalisation de l'électricité et du gaz, il participa activement à la mise en place des organismes d'EDF-GDF dans la région et prit des responsabilités dans plusieurs d'entre eux : il fut notamment trésorier (1948-1970) et vice-président (1970-1983) de la Caisse mutuelle complémentaire d'action sociale (CMCAS) de l'Ain. En octobre 1983, il fut tête de liste CGT aux élections pour la Sécurité sociale dans l'Ain et fut élu.

Sa femme Andr ea, n e le 16 mars 1913 à Saint-Claude, d'origine ouvrière, fut ouvrière de la maroquinerie « Le Tanneur »   Bourg pendant environ quinze ans. Leurs trois filles, Monique, Yvette et Nicole étaient, en 1984, enseignantes.

Daniel Gauthier fut nommé chevalier de la Légion d'honneur par promotion du ministère des Affaires sociales au 1er janvier 1979. Début 1984, il vivait avec sa femme à Bourg-en-Bresse.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressé. — Arch. Féd. CGT de l'énergie (ex-éclairage).

René Gaudy

GIRAUD Yvon

Né en 1940 ; agent technique EDF ; syndicaliste CGT du Rhône et de l'Ain, secrétaire général adjoint du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1976-1986), Président de la CMCAS de Bourg en Bresse (1980-1986).



Né à Saint Fons (Rhône) le 19 janvier 1940, mais enfant de la « Calade » (Villefranche sur Saône) Yvon GIRAUD a été embauché au district EDF de Villefranche Urbain.

Adhérent à la CGT dès sa titularisation, il prend rapidement des responsabilités syndicales au sein de sa section syndicale dont il devient le Secrétaire. Il s'implique aussi dans le collectif de l'Union Locale CGT de Villefranche dont il est membre du Bureau.

Dans le même temps il est élu à la Commission Exécutive du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse dont il est le Secrétaire général adjoint de 1976 à 1986.

Il siège plusieurs années au Comité Mixte à la Production du centre de distribution mixte d'EDF-GDF.

Elu Président de la CMCAS (Caisse Mutuelle Complémentaire et d'Action Sociale) de 1980 à 1986 ; Il sera remplacé par Jean François JULLIARD lors de sa mutation pour convenances personnelles dans la Région parisienne. C'est pendant ses mandatures que furent construites la maison familiale de La Platière et la salle Marcel PAUL à Ambérieu.

Très soucieux de ne pas rester en marge de mouvement mutualiste, il a favorisé les relations avec l'Union Départementale des Mutuelles de France dont il était membre du conseil d'administration et du Bureau.

Attaché à l'activité interprofessionnelle, Yvon GIRAUD s'est investi à l'Union Départementale CGT de l'Ain dont il a été membre du Bureau durant plusieurs années avec la responsabilité de la Commission Sociale.

Yvon GIRAUD est décédé le 21 novembre 2018.

INGARAO Laurianne

Né en 1976 ; Technicien de maintenance chez Kem One ; délégué syndical depuis 2011.

Né à St Martin d'Hères(Isère) en 1976, Laurianne INGARAO est embauchée à la mairie d'Ambérieu en Bugey en 2011 comme Adjoint administratif – assistante culture et communication.

Syndiquée depuis 2013, elle est élue à la CE de son syndicat en 2014. La même année elle est mandatée pour siéger en CHSCT.

Elle devient délégué syndical en 2011.

Depuis 2016 elle est membre de la commission exécutive de l'Union Locale d'Ambérieu..

JACQUET Claude



Né le 31 janvier 1964 à Bourg en Bresse (Ain) ; syndicaliste CGT de l'Ain ; Employé à Renault Trucks puis à La Poste dont il sera le Secrétaire général de 2003 à 2017.

Après quelques mois de « Tueur et découpeur de poulets et autres galinacés » à la SARL LEOBAL à Chavannes sur Suran, il est embauché à l'usine Renault Trucks le 1^{er} avril 1982 comme ouvrier monteur jusqu'à fin janvier 1992 ; date à laquelle il entre à La Poste comme Facteur puis agent courrier à la plate-forme de concentration de Bourg en Bresse.

Il adhère à la CGT en janvier 1983, et devient rapidement Secrétaire à l'Orga de la section « montage » du syndicat Renault Trucks et exerce deux mandats de délégué du Personnel et de membre du comité d'entreprise.

A La Poste il sera Secrétaire général du syndicat de mars 1998 à 2002.

Chez Renault Trucks il est élu à la CE de l'UL de Bourg en Bresse et membre du Bureau en décembre 2000, il en devient le Secrétaire général de 2003 à 2017.

Élu à la CE de l'UD de l'Ain lors d'un comité général en ????, il participe au Bureau pendant plusieurs années, avec notamment comme responsabilité le suivi et l'aide à l'organisation des élections professionnelles dans les entreprises.

Claude est adhérent au PCF depuis les années 80.

Il a été le premier représentant CGT à la commission locale économique et sociale de la ville de Bourg en Bresse.

Membre de la commission départementale des jeunes enfants depuis 2015, Il exerce toujours le mandat en 2019.

JULLIARD Jean François

Né en 1943 ; agent technique EDF ; syndicaliste CGT de l'Ain, secrétaire général du syndicat des cadres et agents de maîtrise CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1987-1996), membre du Bureau de l'UD de l'Ain (1986-1996).



Né à Aranc de parents agriculteurs, Jean François JULLIARD entre à l'Ecole Nationale des Métiers EDF de La Pérolrière en 1964. A sa sortie de l'école en 1965 il est affecté au centre de distribution EDF-GDF de BOURG EN BRESSE (Ain) comme dessinateur. Il adhère à la CGT dès son arrivée.

Il prend rapidement des responsabilités syndicales en siégeant au Sous-comité mixte à la Production du Service Technique Electricité ; responsabilités sociales également en devenant responsable de la section ski de la CAS (Caisse d'Action Sociale).

Devenu agent de maîtrise, il rejoint le GNC (Groupement National des Cadres CGT) et y intègre la Commission Exécutive.

Il prend aussi des responsabilités au Bureau de l'Union Départementale CGT de l'Ain au coté de Joseph GREGOIRE.

Marié avec Marie-Lou en 1974, ils ont trois enfants dont l'ainé Xavier se tue dans un accident de montagne fin aout 1990.

Il succède à Bernard CARRAT comme secrétaire général du syndicat GNC en **1978** ; il siège en commission Secondaire du Personnel pendant la même période.

Pendant ses mandats, Jean François JULLIARD, anime, avec Alain JURY Secrétaire général du syndicat Ouvriers-Employés, plusieurs mouvements de grève dans le cadre de mouvements nationaux dont le plus marquant est celui de **janvier 1987** ; et au plan local pour des revendications de défense du service public : Fin **1981**, deux semaines d'actions et de grève conduisent à 57 créations d'emplois (L'effectif du centre de distribution passe de 691 à 747 postes !).

Jean François JULLIARD est remplacé par Gérard GAILLARD comme secrétaire général du syndicat GNC en **1986**.

Administrateur de la CMCAS (Caisse Mutuelle complémentaire et d'Action Sociale depuis **1983**, il en devient le Président en 1986, suite au départ d'Yvon GIRAUD. Il le restera jusqu'en 1995.

Il réanime la publication du bulletin d'information trimestriel : « CMCAS INFOS ». Publication qui permet de larges mobilisations pour la Défense de la Mutuelle et de la Sécurité

Il impulse l'écriture et l'édition de l'ouvrage historique publié en 1995 : « De Charmines à Saint Vulbas » dont la rédaction fut confiée à Maurice MOISSONNIER.

Peu après son départ en Retraite, Il remplace Jacques CEPPI en 1998 comme Secrétaire de la section syndicale des Retraités EDF-GDF du département de l'Ain. Jacques SIMARD le remplacera en 2011.

Impliqué dans la vie de sa commune, il en sera le Maire de 1995 à 2014.

JURY Alain

Né le 6 novembre 1949 à GIVORS (Rhône) ; agent technique EDF-GDF ; syndicaliste CGT au Havre puis dans l'Ain, secrétaire général du syndicat ouvriers-employés CGT d'EDF GDF de Bourg en Bresse (1982-1992).



Enfant de Givors Canal né de parents militants chrétiens cégétistes dont le père est délégué du personnel aux Ateliers SNCF d'Oullins, Alain JURY entre à l'Ecole Nationale des Métiers EDF de La Pérolière en 1967. A sa sortie de l'école en **1969** il est affecté au centre de distribution EDF-GDF de CAEN (Calvados) comme dessinateur. Adhérent à la CGT dès son arrivée, il prend quelques responsabilités syndicales à son retour du service militaire fin **1971** (Section Hygiène et Sécurité).

Muté au centre de distribution EDF-GDF du HAVRE un an plus tard, il devient secrétaire de la section syndicale des services centraux début **1973** et anime la Commission Jeunes avec André GOBBE. Au départ de Robert BELLENGE en **1974**, remplacé par André GOBBE comme Secrétaire général du syndicat ; il est élu Secrétaire-adjoint. Parallèlement il devient secrétaire de la Commission Secondaire du Personnel. Il milite aussi à l'Union Locale du HAVRE et à la commission ORGA de l'UD de Seine Maritime.

Il se marie en 1973 avec Colette. Celle-ci sera mutée de la centrale thermique du Havre à la centrale nucléaire de Bugey en septembre 1976. Permanent syndical, la mutation d'Alain n'est pas évidente ! Il faudra l'intervention de la Fédération de l'Energie pour qu'il rejoigne le centre de distribution EDF-GDF de Bourg en Bresse en **avril 1977**. Il reprend alors une activité professionnelle comme contrôleur de travaux.

Adhérent au Parti Communiste Français depuis **1974**, il devient Secrétaire de la cellule des Electriciens et Gaziers de Bourg en Bresse dès son arrivée. Soucieux de l'indépendance du syndicat, il abandonnera ce mandat lorsqu'il deviendra secrétaire général du syndicat. En désaccord avec l'absence d'analyse du PCF des causes de l'effondrement du communisme dans les pays de l'est Il cesse d'y adhérer au en **1992**.

Après plusieurs années de militantisme dans la section syndicale des services centraux et un mandat de délégué au Comité Mixte à la Production dont il sera le Secrétaire de **1979** à **1982**, il succède à Jacques CEPPI comme secrétaire général du syndicat en **octobre 1982**. Il continue son mandat au Comité Mixte à la Production et devient Secrétaire de la commission Secondaire du Personnel. Il est membre de la Conférence Régionale de Perfectionnement de la Direction Régionale EDF-GDF Rhône-Alpes et participe aux réunions de la Commission Régionale Rhône-Alpes CGT d'EDF-GDF.

SOURCES : *Archives Syndicat CGT EGF Pays de l'Ain-Beaujolais* — Renseignements fournis par l'intéressé.

Il met en place une publication systématique de « L'Eclairage » (Bulletin d'information du syndicat) après chaque réunion des principaux organismes statutaires et du conseil d'administration de la CMCAS.

Pendant ces mandats, Alain JURY anime plusieurs mouvements de grève dans le cadre de mouvements nationaux dont le plus marquant est celui de **janvier 1987** ; et au plan local pour des revendications de défense du service public : Fin **1981**, deux semaines d'actions et de grève conduisent à 57 créations d'emplois (L'effectif du centre de distribution passe de 691 à 747 postes !).

Parallèlement en **1978** il est élu à la Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT de l'Ain dont il a été membre du Bureau de 1991 à 1995, avant d'être membre de sa Commission de Contrôle Financier jusqu'en 2010. Il milite aussi à l'Union Locale de Bourg en Bresse jusqu'en **1994**.

En **1984** l'UD le désigne comme **administrateur de l'URSSAF de l'Ain**. Il y restera jusqu'en 2014 ou, à la mise en place de l'URSSAF Rhône-Alpes, il en devient administrateur sur désignation du Comité Régional CGT jusqu'en 2017.

Après 10 ans à la tête du syndicat, il reprend une activité professionnelle en **avril 1992**. Il conserve jusqu'à son départ en retraite en **2002** différents mandats CGT de délégué au Comité Mixte à la Production, en commission Secondaire du Personnel et au CHSCT.

Pendant la même période il fait aussi partie d'un « triumvirat » avec Bruno CAMET et Patrick THENON qui anime le syndicat de Bourg en Bresse du Groupement National des Cadres CGT.

Dès sa « mise en inactivité de service » il prend une place active dans la section syndicale des Retraités EDF-GDF du département de l'Ain.

Il participe à la création en **2012** de l'**Institut d'Histoire Social CGT de l'Ain** dont il est toujours membre du Bureau.

LE BREÛS Émile

Né le 12 août 1917 à Condeissiat (Ain), mort le 27 juin 1998 ; instituteur dans l'Ain ; militant syndicaliste ; militant communiste, conseiller municipal de Pont-d'Ain.

Fils d'un buraliste d'origines bretonnes et d'une épicière, Émile Le Breüs, surnommé « Milo », élève de l'école primaire supérieure de Châtillon-sur-Chalaronne (Ain), puis de l'École normale d'instituteurs de Bourg-en-Bresse, devint instituteur dans l'Ain (Miribel en 1937-1938, Lagnieu en 1940-1941, Miribel de 1941 à 1944, La Chapelle-du-Châtelard de 1944 – 1960, où il fut secrétaire de mairie). Il devint en 1960 directeur de l'école de garçons dans le quartier du Blanchon à Pont-d'Ain. Il y créa des classes d'observation de sixième et cinquième jusqu'à son élargissement en collège d'enseignement général où il enseigna les mathématiques tout en le dirigeant jusqu'à sa retraite en 1972. Il animait aussi le centre aéré créé par le Sou des écoles et la cantine scolaire.

Le Breüs effectua son service militaire dans l'infanterie puis dans l'armée de l'Air en 1938 à Tours (Indre-et-Loire). Resté aux armées au début de la guerre, il fut démobilisé en juillet 1940 comme capitaine, observateur dans l'aviation.

Le Breüs se maria en décembre 1940 à Miribel (Ain) avec une institutrice, fille d'un instituteur socialiste, directeur de l'école de Miribel. Le couple eut trois enfants.

Pendant la Résistance, Le Breüs fut membre de l'Armée secrète, au camp Didier (secteur IV Lyon) à Miribel.

Membre du Syndicat national des instituteurs depuis 1938, Le Breüs fut, après la guerre, membre et trésorier du conseil syndical de la section départementale du SNI. Responsable des correspondances interscolaires et de la télévision scolaire et post-scolaire, il était membre du conseil d'administration départemental de l'Office de coopération à l'école. Dans le cadre de la Fédération des œuvres laïques, il était le responsable départemental de la section télévision. Il fut aussi le secrétaire d'un foyer rural et militait aux Francs et franchises camarades. Il participa à la création et à l'animation d'un foyer d'éducation populaire à Pont-d'Ain comprenant un Club de jeunes avec diverses activités sportives. Il dirigeait personnellement la section de basket-ball. Il organisa une course cycliste qui devint annuellement « le prix du 8 mai » et créa aussi deux chalets pour la pratique du ski dans le cadre de la FOL.

Le Breüs adhéra au Parti communiste français en 1945. Il participa au stage pour les instituteurs communistes organisé par le PCF en septembre 1956. Secrétaire de la section communiste de Villars, membre du comité de la fédération communiste de 1957 (ou de 1959 selon les sources) à 1965, puis membre de la commission fédérale de contrôle financier, il devint secrétaire-adjoint de la section communiste de Pont-d'Ain où il militait aussi dans l'association France-URSS. Comme [René Chauville](#), lors de la conférence fédérale du 3 mai 1964, il fut absent en raison de sa participation au congrès de la Libre Pensée.

Le Breüs, candidat aux élections législatives en 1958 dans la troisième circonscription (Ambérieu-Trévoux), obtint 6 427 voix, puis au deuxième tour, 6 760 voix sur 62 731 inscrits. Il fut le suppléant du candidat communiste aux élections législatives de 1973 dans la première circonscription (Bourg-en-Bresse). Il fut candidat aux élections cantonales en 1958, en 1973

SOURCES : MAITRON.

et en 1979 dans la canton de Pont-d'Ain. Conseiller municipal (1977-1989) à Pont-d'Ain, il s'investit dans les questions scolaires, notamment la construction d'un nouveau collège.

Au début des années 1970, Le Breüs présidait à Pont-d'Ain les sections de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance et de l'Association républicaine des anciens combattants. Il siégeait à l'Office départemental des anciens combattants.

Athée, Le Breüs fut incinéré le 1er juillet 1998 dans le jardin du Souvenir qu'il avait contribué à créer. Quatre ans plus tard, la mairie de Pont-d'Ain inaugurerait une rue Émile Le Breüs.

MADRAT Henri

Né le 20 août 1909 à Dagneux (Ain), mort le 30 janvier 1993 à Balan (Ain) ; syndicaliste CGT puis Force ouvrière (FO) du textile dans l'Ain ; résistant.

Fils d'un maçon et d'une tisseuse, Henri Madrat fut tour à tour chef de service dans un grand magasin d'Ambérieu-en-Bugey puis comptable et enfin ouvrier en textile à Montluel. En 1936, il devint responsable de l'intersyndicale CGT du Textile et, en 1937, il fut désigné par la commission administrative de l'Union des syndicats de l'Ain-Jura comme responsable du département de l'Ain.

Lors de la constitution de l'Union départementale, le 1er mai 1938, Madrat fut élu secrétaire général et devint permanent. Il était aidé de Charles Santenac et de Camille Tartavez.

Après 1940, sollicité par René Belin, ministre du Travail sous Vichy, pour participer à une réunion de militants afin d'adhérer à la Révolution nationale, il refusa et entra dans la clandestinité comme la grande majorité des membres de la commission administrative fédérale. Devenu l'un des responsables du mouvement syndical français, il eut la charge de reconstituer les structures syndicales dans quarante-deux départements et en Afrique occidentale française.

De retour dans l'Ain en 1945, Madrat reprit le poste de secrétaire permanent de l'UD, mais en octobre 1946, à la demande de Léon Jouhaux et de Robert Bothereau dont il fut un petit-cousin par alliance et appartenant au même réseau de résistance que lui, il devint permanent du bureau national de la CGT. Il quitta le secrétariat de l'UD après s'être assuré de l'homogénéité du bureau départemental composé uniquement d'ex-confédérés tout en appliquant la représentation proportionnelle au sein de la commission administrative.

En attendant que l'Union départementale choisisse entre soit rester à la CGT soit rejoindre Force ouvrière, la direction de la nouvelle confédération désigna Jacques Favier (Préfectures) comme le responsable provisoire de Force Ouvrière pour le département de l'Ain.

Le 23 décembre 1947, l'UD-CGT opta majoritairement pour Force ouvrière et Chiriconi, secrétaire général de l'UD-CGT conserva cette fonction au sein de la nouvelle organisation. Lors du congrès du 13 juin 1948, Chiriconi fut réélu à la tête de Force Ouvrière dans l'Ain.

Au premier congrès de la CGT-FO, en avril 1948, Henri Madrat entra à la commission exécutive confédérale et il y resta jusqu'en mai 1977. Il y fut notamment chargé de l'organisation des fédérations départementales. Ce n'est qu'en 1949 ou en 1950 que Henri Madrat remplaça Chiriconi comme secrétaire général de l'union départementale. Il fut ensuite responsable "hors structure" des fédérations Rhône-Alpes. Il resta secrétaire général de son UD jusqu'au 23 mai 1976.

SOURCES : Témoignage de H. Madrat. — L'Éclairer de l'Ain, 26 juin 1938. — Force Ouvrière, hebdomadaire de la CGT-FO, 1er janvier, 24 avril, 8 juillet 1948, 10 février 1949, FO Hebdo, 10 février 1993 (notes de Louis Botella). — Comptes rendus des congrès confédéraux d'avril 1948 à mai 1977. — État-civil. — Notes de Louis Botella.

SOURCES : MAITRON.

MAITRE Maurice

Né le 22 avril 1928 à Bourg-en-Bresse (Ain) ; agent EDF ; syndicaliste CGT, vice-président de la CMCAS de Bourg-en-Bresse ; militant communiste.



Maurice Maitre naquit d'un père routier et d'une mère au foyer.

Après des études secondaires qui le menèrent au baccalauréat, il devint aide magasinier dans le secteur de l'Énergie dès 1943 puis fut embauché en 1948 à l'usine à gaz de Bourg-en-Bresse. Il y devint par la suite employé de bureau, animateur des ventes, puis responsable commercial.

Dès 1948, Maurice Maitre adhéra à la fédération CGT de l'Éclairage. Il y exerça les responsabilités de secrétaire de l'Union locale de Bourg-en-Bresse (1959-1964). Membre de l'Union départementale CGT de l'Ain depuis 1952, il en fut le secrétaire de 1959 à 1961, le trésorier en 1973, et fut également secrétaire départemental du syndicat EDF, d'abord en tant qu'adjoint (1962-1964) puis en tant que secrétaire général (1964-1965). En 1962, il fut secrétaire général du syndicat de centre. Enfin, il siégea au Comité d'hygiène et de sécurité (CHS).

Vice-président de la CMCAS de Bourg-en-Bresse durant trente-cinq ans, il siégea douze années au conseil d'administration de l'UD-CGT et de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) de l'Ain (1973-1984).

Adhérent du Parti communiste depuis 1956, Maurice Maitre fut élu au comité fédéral PCF de l'Ain en 1959 puis, de 1961 à 1966, à la commission fédérale de contrôle financier.

Séparé de sa femme, il eut deux enfants, dont une fille, Catherine Maitre, secrétaire du syndicat hospitalier à l'hôpital de Fleyriat-Bourg-en-Bresse et membre de l'UL-CGT de Bourg-en-Bresse.

Maurice MAITRE est décédé le 17 août 2012.

SOURCES : Arch. Comité national du PCF. — Renseignements fournis par l'intéressé (juillet 2010).

Julien Lucchini

MARTINERO Louis

En 1935, Louis Martinero était secrétaire administratif du syndicat de l'Union électrique de Saint-Claude (Ain) qui, créé en 1934, fusionna avec celui de Bourg-en-Bresse (Ain) en 1938.

SOURCE : Notes de Jean Maitron

MARTINOD Yvonne, Marie, Elise

Née le 3 mars 1901 à Journans (Ain), morte le 22 décembre 1982 à Magnieu (Ain) ; professeur à Paris; militante du Syndicat national des collèges modernes et du Syndicat national de l'enseignement secondaire.

Fille d'un boulanger et d'une débitante devenue institutrice, Yvonne Martinod entra à l'École normale d'institutrices de Bourg-en-Bresse (Ain) en 1917. Titulaire du brevet supérieur et du certificat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique, elle entra en quatrième année à l'ENI de Grenoble (Isère) en 1920 pour suivre les cours de l'Institut commercial de Grenoble et de l'Institut dactylographique de France. Elle fut nommée institutrice à l'école primaire supérieure d'Annecy (Haute-Savoie) en 1922 pour donner un enseignement commercial. Reçue au degré supérieur du certificat d'aptitude à l'enseignement commercial en 1923, titularisée comme professeur en 1925, elle enseignait dans neuf disciplines différentes dont l'anglais.

Elle épousa en août 1924 Louis Meunier Louis, instituteur chargé de l'enseignement de l'histoire et des lettres à l'EPS (garçons) d'Annecy. Le couple se sépara cinq ans plus tard puis divorça.

Yvonne Meunier obtint sa mutation pour l'EPS de Montluçon (Allier) en 1930. Puis, ayant repris son nom de naissance, elle fut mutée comme professeur d'enseignement commercial à l'EPS filles de Versailles en 1935. Elle était alors déléguée de la société de comptabilité de France et de l'Institut sténographique de France. En 1940, mutée à l'EPS Paul Bert à Paris, elle enseignait uniquement dans les sections techniques et fut rayée, à sa demande, des cadres du second degré en 1955 pour relever de l'enseignement technique. Ses excellents rapports avec les milieux industriels et commerciaux lui permettaient d'organiser de bons stages pour ses élèves. Elle prit sa retraite en 1963 et quitta Paris pour retourner dans l'Ain.

Elle était membre du Syndicat national des EPS avant la guerre puis du Syndicat national des collèges modernes à la Libération. Membre de la commission administrative du SNCM en 1947-1948, candidate sur la liste cégétiste des établissements modernes à la commission administrative du SNES (classique et moderne), elle fut élue titulaire en 1949 et 1950. A partir de 1955, elle adhéra au Syndicat national de l'enseignement technique.

SOURCES : Arch. Nat., F17 28177. - Arch. IRHSES

SOURCES : *MAITRON*.

MAZUIR André

Né le 19 novembre 1924 à PERONNAS (01) ; ouvrier à l'usine, « la Tréfilerie », aujourd'hui Arcelor-Mital ; syndicaliste CGT de l'Ain.



Dédé et Paulette

André est né dans une famille nombreuse de parents agriculteurs à Péronnas. Il va à l'école primaire et commence sa vie professionnelle dans l'agriculture jusqu'à son entrée à la Tréfilerie.

C'est donc à l'usine, « la Tréfilerie », aujourd'hui Arcelor-Mital, que notre camarade et ami Dédé, comme on l'a toujours appelé, a vécu toute sa vie professionnelle

Il adhère rapidement à la CGT et s'engage à fond dans toute la vie syndicale de l'usine, spécialement dans la défense des revendications en étant délégué du personnel et aussi dans les activités du C.E., participant aux réunions du groupe sidérurgique dont l'usine de Bourg faisait partie.

L'occupation de l'usine en 68 l'a beaucoup marqué. Il avait le souci que l'usine reste propre, sans casse de l'outil de travail, et que cette lutte soit unitaire. Il a toujours refusé des promotions de « chefaillon », comme il disait, qui l'auraient mis en porte-à-faux vis-à-vis des autres ouvriers et il s'opposait régulièrement aux briseurs de grève.

Dans le même temps, il adhère au Parti Communiste et participe aux combats politiques, dont les plus engagés pour lui fut sans doute la lutte contre la guerre d'Indochine, puis celle d'Algérie.

En 1950, il épousa Paulette, de 5 ans sa cadette, qui, après avoir été secrétaire à la Préfecture, fut pendant de nombreuses années secrétaire administrative de l'UD CGT et qui partagea avec lui tous ses combats.

Au cours de sa vie militante, il mena, avec Alphonse Galland tous les grands combats de son époque, avec la mise en place de la Mofa, la défense de la Sécurité Sociale et la défense de la paix. Il n'est pas un conflit auquel il n'ait participé.

Dédé n'était pas un théoricien, mais un homme pratique, adroit de ses mains, dévoué, et costaud par-dessus le marché. Dans les Congrès, il ne prenait pas la parole, mais il était toujours là, tant qu'il en a eu la force, pour mettre en place la salle, pour servir à la buvette, et en finale pour tout ranger et remettre la salle en état. Il a fait partie de ses militants fidèles, discrets et efficaces, sans lesquels une organisation ne saurait fonctionner.

SOURCES : IHS 01, avec des éléments fournis par sa fille Colette

Alors qu'il arrive à 55 ans, dans le cadre des restructurations de la Sidérurgie, auxquelles l'usine de Bourg n'échappe pas, Dédé est licencié, mesure qu'il aura longtemps beaucoup de mal à avaler, même si les conditions de départ étaient assez intéressantes. Il n'acceptait pas, lui le travailleur, d'être largué ainsi. Il résumait ainsi sa situation : « *On me met dehors parce que je coûte trop cher et maintenant, c'est la société qui me paie à rien faire* ».

Sa retraite fut, comme toute sa vie, extrêmement laborieuse, y compris à la CGT, quand il y avait besoin d'un coup de main.

Sa famille l'a beaucoup entouré jusqu'à son décès, le 4 juin 2021.

MOLARD Jean

Né en 1934 ; ordonné prêtre en décembre 1961 ; syndicaliste CGT de l'Ain chez Berliet devenu Renault Trucks (1970-1994), membre de la CE de l'UD de l'Ain de 1974 à 1998, de son Bureau et Secrétariat de 1978 à 1985.



Né à Rillieux (Ain à l'époque) de parents petits maraichers, après la fréquentation de l'école républicaine et laïque, Jean MOLARD entre à 9 ans comme interne à l'« Ecole apostolique Saint-Nicolas à Bourg en Bresse. Il suit « le parcours classique du petit apprenti curé » pour entrer en **1946** au petit séminaire de Meximieux ; puis en **1954** au grand séminaire de Belley. Il sera ordonné prêtre en décembre **1961**.

120 ans de la CGT le 24 septembre 2015

Auparavant il a vécu le passage à l'armée du 2 septembre **1956** à mi-décembre **1958**. Après les premiers mois effectués en France, il part en Algérie comme infirmier dans une unité d'intervention. Il le restera jusqu'à la fin, 2ème classe. Il racontera son vécu dans un livre publié en 2003 « *Djebel Amour - Et De Haine - Un Séminariste Dans La Guerre D'Algérie* ».

De retour, après 9 ans de sacerdoce il décide de devenir prêtre ouvrier en **1970** et il est embauché comme OS sur une chaîne de montage de camions chez Berliet à Bourg en Bresse, devenu ensuite RVI puis Renault Trucks.

Après 6 mois de réflexion, en avril **1971** Jean demande à Maurice PRETO de lui faire sa carte à la CGT.

Il prend rapidement des mandats dans son syndicat : Délégué du personnel dès **1972** (Il le restera jusqu'à son départ à la retraite), puis membre du CHSCT, représentant syndical au Comité d'Entreprise et Secrétaire à la propagande.

Son talent d'écrivain est alors mis au service de la rédaction de nombreux tracts distribués deux ou trois fois par semaine et du journal mensuel « *le Rétroviseur* » appelé par tous « Le Rétro ». Puis dans les années **1970** pour répondre aux journaux patronaux, l'impression d'une simple feuille « *Le Manard enchainé* ». Pendant plusieurs années il fait partie à la Commission Confédérale de Propagande de la CGT à Montreuil..

En parallèle en **1990** il découvre la revue « Goliath » appartenant à la « presse d'opposition catholique » et s'embarque pour plusieurs années dans l'équipe de rédaction.

Il participe et anime les grèves dans son usine et aussi en soutien à d'autres entreprises en lutte. Il est en effet membre de la CE depuis **1974**, du Bureau et du Secrétariat de l'UD avec Robert TURREL. Il quitte la CE en juin **1998** lors du 25^{ème} congrès de l'UD

En avril **1980** il participe à l'aventure de « Radio Bresse CGT » avec notamment Robert TURREL, Pierre BILLAUD, Patrick ROCHON. Cette radio de lutte ne fonctionnera que quatre jours. Jean et les autres responsables seront inculpés avant une ordonnance de non-lieu en janvier **1982**.

Infatigable touche à tout au service des autres Jean prend une part active pour la défense des salariés dans le domaine juridique devant les conseils de Prud'hommes et la cour d'appel.

SOURCES : Livre de Jean MOLARD « Des hommes, des camions...et Dieu ? » et archives UD CGT Ain.

Jean a toujours habité en HLM et c'est donc tout naturellement qu'il s'investit à INDECOSA CGT et qu'il est candidat sur cette liste et élu membre du conseil d'administration de l'office Public HLM par les locataires de **1995** à **2007**.

Passionné d'histoire sociale, Jean accompagne Pierre VUILLAUME et d'autres camarades pour impulser une nouvelle activité militante lorsque l'Union Départementale prend la décision de créer l'Institut CGT d'Histoire Sociale de l'Ain courant **2012**. Il fait toujours partie du Bureau de l'IHS.

Son amour pour les hommes et l'histoire alimentent sa passion pour la photographie. Photos de réunions, de luttes, de manifs et surtout de femmes et d'hommes trouvent leur place dans les documents et livres publiés par l'IHS.

Sans doute adepte de la maxime « Un esprit sain dans un corps sain », après avoir beaucoup pédalé et randonnée en montagne avec son ami Jo Carminatti, Jean a joggé sur les routes du département, participant à des courses un peu folles comme la Saint Etienne Lyon ou les cents kilomètres de Bourg-Bellegarde.

Le « **Lève-toi et marche** » de l'Evangile qu'il cite souvent peut sans doute résumer sa vie d'engagement au service des autres.

MOSSAZ Georges

- Né le 20 janvier 1942 à BELLEGARDE, cheminot, syndicaliste, secrétaire de l'UL CGT de Bellegarde (1982/1993).



Depuis son plus jeune âge, la vie de Georges a été rythmée par de nombreuses luttes au sein de la CGT. Il a été dès son entrée dans la vie active chez les cheminots un militant, et a vite occupé des mandats syndicaux, tout d'abord au sein de la SNCF en tant que responsable du syndicat cadres cheminots.

Il s'est ensuite investi dans l'union locale CGT bellegardienne, dont il a été secrétaire de 1982 à 1993.

Son militantisme n'était pas que local. En effet, il s'est aussi engagé au niveau de la commission exécutive de l'Union départementale de l'Ain dont il fut membre de 1985 à 1991.

En parallèle, il a été conseiller du salarié CGT, élu dans les instances prud'homales d'Oyonnax, où il a défendu de nombreux salariés du privé de toute la région.

A la retraite, il a continué son militantisme en tant que secrétaire dans le syndicat des retraités cheminots.

Érudit de l'organisation et de l'histoire du syndicat, c'était un militant rassembleur, mobilisateur qui savait placer les mots justes sur un tract, parfois vite fait sur un coin de bureau.

Il a été de tous les combats de la confédération CGT, que ce soit pour la défense de la Sécurité sociale, des retraites, de la lutte des Manufrance, des métallos de RVI et bien d'autres...

Depuis sa deuxième maison qu'était l'union locale CGT au 51 Rue Lafayette, il a été en permanence en soutien aux entreprises bellegardiennes en lutte, de Pechiney à Lejaby en passant par Perrot, Cebal, Sadag, Coutier, etc.

Beaucoup de ces entreprises ont aujourd'hui disparu, mais elles n'ont jamais été fermées sans que Georges MOSSAZ n'organise la bagarre contre le patronat local avec l'UL CGT.

Georges MOSSAZ est décédé le 23 juillet 2021.

MONNET Gustave

Né le 12 février 1905 à Thoiry (Ain), mort le 30 mars 1976 à Thoiry ; contrôleur ; militant SFIO et syndicaliste CGT, membre du bureau de la Fédération CGT de l'Éclairage (1948-1963), président de la CMCAS de Bourg-en-Bresse (Ain), administrateur du CCOS et de la CCAS.



Gustave Monnet fréquenta l'école primaire et fut ouvrier à la construction du barrage de Chancy-Pougny, puis entra à l'Union électrique de Saint-Claude (Jura), comme contrôleur des appareils de comptage.

En 1935, il participa à la création d'un syndicat adhérent à la Fédération CGT de l'Éclairage.

Durant la même période, il entra à la SFIO.

Lorsqu'en 1937 la direction générale supprima le secteur de Saint-Claude pour rassembler tout le personnel à Bourg-en-Bresse, Gustave Monnet œuvra auprès des directions locales et régionales ainsi qu'auprès du ministère intéressé pour obtenir une charte comportant des compensations substantielles devant atténuer les difficultés causées aux familles des agents déplacés. Après la jonction des deux secteurs, il lutta pour réaliser la fusion des deux personnels au sein d'un seul syndicat puissant qui groupa rapidement la quasi-totalité des agents.

Avant la Seconde Guerre mondiale, Gustave Monnet siégea également au conseil d'administration de la caisse de l'Ain des Assurances sociales.

Sous l'occupation, il fut Résistant et anima l'organisation clandestine : sous sa conduite s'organisèrent dès 1941 les opérations de ravitaillement destinées à aider les familles. Ensuite, il fut membre du Comité local de libération qui mit en place une nouvelle municipalité à Bourg-en-Bresse.

Toujours membre de la SFIO, il refusa en 1947 de suivre la consigne de son parti interdisant à ses adhérents de demeurer à la CGT, ce qui ne l'empêcha pas de rester membre du Parti socialiste SFIO jusqu'à sa mort.

En janvier 1948, il entra comme suppléant au comité de la Fédération CGT de l'Éclairage. Lors de son XVIIe congrès (Paris, mai 1948), il fut élu à son bureau et y fut réélu sans interruption jusqu'au XXIIe congrès inclus (Gennevilliers, mars 1963).

Il avait été élu administrateur du Conseil central des oeuvres sociales (CCOS) dès sa constitution et en fut le trésorier dans le bureau élu le 12 janvier 1950 ; il le fut à nouveau dans le bureau de la Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) élu le 3 mai 1963.

MILIT'AIN - Dictionnaire biographique des militants CGT du département de l'AIN

De 1948 à 1970, il fut le président de la Caisse mutuelle complémentaire d'action sociale (CMCAS) de Bourg-en-Bresse.

Il représenta également la CGT au conseil d'administration de la Caisse régionale Rhône-Alpes de Sécurité sociale.

Gustave Monnet prit sa retraite professionnelle en 1961 et fut fait chevalier dans l'Ordre national du Mérite par décret du 16 juin 1966.

Marié, il eut un fils, Roland (voir Roland Monnet*) qui travailla également à l'EDF-GDF.

SOURCES : *Force Information*, n° 245 (juin 1976). — *Le Progrès*, 31 mars et 30 avril 1976. — *Journal officiel*, 19 juin 1966. — Arch. FNE-CGT : militants décédés. — Notes d'E. Belouet et de D. Gauthier. — R. Gaudy, *Les porteurs d'énergie*, Paris, Temps Actuels, 1982.

Michel Dreyfus

SOURCES : MAITRON.

PELUX Henri

Né en 1919 ; tréfileur ; syndicaliste CGT de l'Ain, Henri fut ce qu'on peut appeler sans aucune exagération un militant fidèle de la CGT. Résistant, délégués du personnel et du Comité d'Entreprise à la Tréfilerie-Câblerie de Bourg.



Il connut très tôt une vie difficile : placement dans une ferme avant de devenir apprenti boucher, avec des cours du soir au lycée Carriat.

A 14 ans, il entre à la Tréfilerie-Câblerie de Bourg, (aujourd'hui Tréfilunion), non comme ouvrier de production, mais comme employé à la Coopérative au rayon boucherie et alimentation.

A 18 ans, en 1937, il s'engage dans la cavalerie et devient brigadier-chef. Lors de la déclaration de guerre, il est sur la ligne Maginot, se retrouve en Hollande et est fait prisonnier à Amiens, en mai 1940. Il passe trois ans dans un camp en Allemagne.

En février 1944, il est rapatrié sanitaire en France et passe deux mois à l'hôpital de BOURG. Guéri, il rejoint les forces de Résistance à Villereversure, dans l'Armée Secrète (A.S.) où il devient "Moustique" (les "maquisards" prenaient un surnom pour protéger leur famille de la répression des troupes d'occupation). Après la libération de la région, il rejoint les troupes alpines et participe à l'occupation de l'Allemagne à Trèves.

En 1946, il retrouve la vie civile et... la TCB, qu'il quitte en 1948 pour un an, désireux de travailler ailleurs. Il y revient en 1949, année où il adhère à la CGT. Qu'il ne quittera plus jusqu'à sa mort. 52 ans à la CGT !

Doué d'une grande force physique, toute sa vie professionnelle, il sera tréfileur, mais en assumant diverses responsabilités syndicales, tant au niveau des délégués du personnel que du Comité d'Entreprise. L'histoire d'Henri à la TCB se confond avec l'histoire du syndicalisme dans ce qui fut longtemps le fleuron industriel du bassin d'emploi de la Bresse. On rappellera ici le nom du responsable du syndicat de cette fameuse époque : Alphonse Galland, un grand parmi les grands.

En 1978, nous sommes à l'époque des attaques contre toute la sidérurgie française. A 59 ans, Henri se voit "remercié", et si son départ marque pour lui la fin d'une vie dure, par contre il vit très mal le fait de partir dans ces conditions.

Et naturellement, à la retraite, il rejoint le groupe des retraités CGT de l'interpro, dont le noyau essentiel est fait des anciens de la TCB.

On verra souvent Henri aux permanences, aux manifs, aux petites fêtes du loto ou des rois...

Toujours fidèle jusqu'au bout, même quand la maladie a sérieusement entamé sa résistance physique et l'obligeait à faire des pauses de palier en montant à l'U.D. L'Interpro et l'U.S.R. ont perdu avec lui non seulement un ami, mais un militant fidèle, sans prétention, avec un cœur « gros comme ça », pour le combat ouvrier et les luttes pour la dignité, des travailleurs.

Henri PELUX est décédé en janvier 2003.

PIANE Camille

Né le 9 mars 1913 à Villereversure (Ain), mort le 16 février 2008 à Ares (Gironde) ; employé des PTT ; syndicaliste CGT de l'Ain ; militant du Parti communiste ; adjoint au maire d'Ambérieu-en-Bugey.



Fils d'un facteur et d'une mère sans profession, Camille PIANE, employé des PTT, vérificateur, se maria le 19 août 1937 à Dijon (Côte d'Or). Il adhéra au Parti communiste en 1944 et fut, en 1945, adjoint au maire d'Ambérieu-en-Bugey. Lors du scrutin de 1947, il fut battu ainsi que toute sa liste. Il siégea au bureau de la fédération communiste de l'Ain.

Nommé le 15 août 1939 aux PTT comme agent des installations extérieures d'Ambérieu-en-Bugey, mobilisé le 9 septembre dans l'armée des Alpes, libéré le 20 juillet 1940, il réintégra son service. Plus tard, un voisin cheminot, chargé de reconstituer le syndicat le fit rencontrer Jules BLANCHET, futur capitaine Gérard des unités FTPF (qui fut élu député communiste à la Libération) et il rentra dans la Résistance.

Secrétaire du syndicat CGT des PTT d'Ambérieu-en-Bugey et secrétaire départemental adjoint, il fut d'abord membre du bureau de l'Union locale CGT de cette commune puis son secrétaire général et membre du conseil d'administration de l'UD-CGT (1952). En 1953, il était secrétaire départemental adjoint de la fédération postale et membre de la commission administrative de l'UD-CGT de l'Ain. De 1964 à 1965, il exerçait également la responsabilité d'administrateur de la sécurité sociale.

Militant communiste, Camille PIANE fut secrétaire de la section locale d'Ambérieu-en-Bugey de 1953 à 1964, puis siégea de 1965 à 1966 au comité de section. Membre du bureau fédéral de 1953 à 1957, il siégea ensuite au comité fédéral jusqu'en 1961, puis à la commission fédérale de contrôle financier de 1961 à 1966.

Camille PIANE fut envisagé comme candidat communiste dans la 3e circonscription de l'Ain (Ambérieu-Trévoux) pour les élections législatives de 1964, mais victime d'un accident de la route, il fut remplacé par le cheminot René CANTENYS. Camille PIANE figurait comme tête de liste aux élections municipales de 1965 dans sa commune.

PICCIOLI Emmanuel

Né en 1969 ; Technicien de maintenance chez Kem One ; délégué syndical depuis 2011.

Né à Lyon en 1994, Emmanuel PICCIOLI est embauché par l'entreprise KEM ONE en 1994 comme Technicien de maintenance.

Syndiqué depuis 2007, il est élu à la CE de son syndicat en 2008.

Il devient délégué syndical en 2011.

Depuis 2019 il est membre de la commission exécutive de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques).

REVEILLARD André

Né le 6 novembre 1943 à Saumur Maine et Loire; **ouvrier ; syndicaliste CGT de l'Ain ; conseiller prud'hommes à Belley.**



Deuxième enfant d'une fratrie de 4 garçons dont 3 créeront un syndicat CGT durant leur vie. Scolarisé à l'école des Récollets puis au lycée de Saumur il quitte l'Anjou en 1960 et entre au Tanneur à Belley. En 1963 il passe un CAP de fraiseur au centre CFP des Vennes à Bourg en Bresse et est embauché aux JMF (joint métallo-plastiques) à Belley.

L'année suivante il crée le syndicat CGT dans cette entreprise. En 1968 il lancera le mouvement de grève avec occupation de l'usine. Il y exercera tous les mandats syndicaux représentatifs du personnel, DP, CE, CHSCT, comité central d'entreprise et comité de groupe dans le cadre de l'absorption de CEFILAC dans le groupe PECHINEY

Durant cette période il sera élu conseiller Prud'hommes et président du conseil de Belley.

Suite à la nationalisation de la multinationale PECHINEY en 1984, il sera élu au conseil d'administration de celle-ci (1984 1989) ainsi que dans deux conseils d'administration de filiales de groupe (Carbonne - Lorraine et Céfilac)

En 1985 il commencera une formation à la Maison de la Promotion Sociale de Grenoble et durant 3 ans il intégrera l'université de Grenoble où il obtiendra une maîtrise AES (administration économique et sociale)

En 1989, un poste de cadre commercial lui sera proposé dans une usine du groupe CEFILAC à St Etienne où il exercera pendant 12 ans (l'usine de Belley avait été vendue pendant durant son mandat d'administrateur)

En 1998 il montera un dossier adressé à Martine Aubry alors ministre du travail afin de faire classer les usines de CEFILAC de Belley, St Etienne, Montbrison comme sites amiantés. Ceux-ci seront reconnus comme tels en juillet 2000 et publiés au Journal Officiel

De 2012 à 2016 avec 32 camarades il participe activement au procès intenté à l'employeur au sujet du risque amiante. Ils obtiendront la reconnaissance du « préjudice d'anxiété amiante avec indemnité » nouvellement reconnue par la justice (2 prud'hommes, les cours d'appel de Lyon et Grenoble et deux arrêts de la cours de cassation)

Durant ces années dans l'Ain il a siégé au comité départemental de la médecine du travail et pendant 15 ans il fut administrateur de l'URSAF.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressé.

Il a participé à diverses commissions préfectorales (formation professionnelle, emplois des handicapés, agrément des "maîtres d'apprentissage" et des organismes de formations habilités à percevoir la taxe d'apprentissage)

Il a également siégé à la direction départementale du travail et de l'emploi où étaient décidées les conditions d'application des conventions FNE dans les entreprises. Avec le patronat départemental il a participé à la rédaction de la convention collective métallurgique de l'Ain.

Retraité en 2001 il prendra la direction de la section des retraités de Belley qu'il transformera en syndicat territorial des retraités CGT Belley - Virieu le Grand - Culoz. Celui-ci a pour originalité de regrouper et mobiliser sur place dans une même structure tous les syndiqués CGT retraités du territoire, qu'ils soient adhérents directs ou adhérents dans les fédérations (EDF, PTT, SNCF, impôts...) ceci pour une action concertée et militante sur leur lieu de vie

Il participe activement aussi à la commission exécutive de l'UL ainsi qu'aux commissions exécutives de l'union syndicale des retraités départementale.

Il participera à la création de Tourisme et travail par la CGT à Belley et en assurera la présidence durant 15 ans.

Son engagement politique

André adhère au PCF en 1964 et en 1966 il suit une école de formation d'un mois. Elu secrétaire de section il développe les cellules d'entreprise (Pignon, Céfilac, Tanneur) et celles des villages environnants (Peyrieu, Parves, Chazey-Bons)

Il fut à l'origine de la fête de "la Terre" qui deviendra la fête des vendanges à Peyrieu. Pendant 20 ans, chaque année, celle-ci fut incontournable dans le Bas-Bugey.

Membre du bureau fédéral pendant de nombreuses années il fut candidat aux élections cantonales en 1973. Elu à Parves il en devient premier adjoint en 1983 et le restera jusqu'en 2014. Avec ses camarades élus il mettra en œuvre une gestion participative originale afin de réaliser les infrastructures nécessaires à la vie du village. 48 bénévoles y participeront (salle des fêtes, jeux de boules, parcours santé, caserne de pompiers, création d'un belvédère, fleurissement)

RICOL André

Né le 21 décembre 1926 ; ouvrier tréfileur-métallurgiste ; militant communiste de l'Ain ; syndicaliste CGT.



Tréfileur à Bourg-en-Bresse (Ain), André RICOL était un militant syndicaliste CGT. Membre du bureau de l'Union départementale de 1956 à 1957, il siégea au secrétariat de l'UD-CGT de 1957 à 1959, puis à sa commission administrative de 1959 à 1964. Entre 1962 et 1966, il fut également délégué du personnel de son entreprise (Tréfilerie de Bourg).

Militant communiste, André RICOL avait adhéré au Parti communiste en 1948. Il fut secrétaire de la section locale de Bourg-en-Bresse de 1959 à 1962, membre du secrétariat de la même section de 1962 à 1965 puis de son bureau de 1965 à 1966.

Il fut également responsable du Parti communiste au sein de l'entreprise Tréfilerie de Bourg de 1961 à 1968. Au niveau départemental, André RICOL siégea au bureau fédéral de 1953 à 1968, puis au comité fédéral jusqu'en 1969 au moins.

ROCHON Patrick

Né le 24 février 1952 ; Inspecteur des Finances Publiques, syndicaliste au SNADGI CGT, Secrétaire général de l'UD de l'Ain (1980-1987).



Né à Pont d'Ain (Ain) d'un père militaire de carrière et d'une mère employée aux Soieries BONNET à Jujurieux, après la fréquentation de l'école laïque et obtention du BEPC, Patrick ROCHON est embauché comme Auxiliaire au service de l'Enregistrement le 1er octobre 1969, puis à la DGI à compter du **01/01/1970** (date de la fusion des régies financières (Contributions Directes, Indirectes et Enregistrement). Il est titularisé le **01/05/1975** comme agent de constatation des Impôts.

Patrick avait déjà adhéré à la CGT en mars **1974** au SNADGI (Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts). Il devient rapidement membre de la CE et du bureau du syndicat ; ainsi qu'à la CE de l'UGFF (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires),

Membre de la CE de l'UD et du Bureau à partir de **1974**, il est Secrétaire du CDJ (Centre départemental de la jeunesse CGT 01) de **1974 à 1980**.

Il devient permanent au Secrétariat de l'UD le **01/01/1977**.

En 1977 il épouse Marie Christine PELUX, militante CGT chez LEJABY.

Au Congrès en **1980**, il remplace Robert TURREL comme Secrétaire Général de l'UD. Il le reste jusqu'en **1987**.

Deux grands conflits ont notamment marqué son mandat :

- Celui qui a eu lieu sur le chantier de construction du tunnel creusé en partie sous le Jura pour accueillir un accélérateur de particules : le LHC (Large Hadron Collider).
- Et celui de l'entreprise "Le Tanneur".

Il réintègre alors les services de la Direction Générale des Impôts le **01/9/1987**.

Il passe le concours de contrôleur en **1989** et de contrôleur divisionnaire des impôts en **1991**.

Sur proposition de l'UD, Il exerce la fonction d'assesseur au TASS (Tribunal des affaires de Sécurité Sociale).

Il est nommé Inspecteur le **01/09/2001** à la Cellule informatique de la Direction des Services Fiscaux à Melun (Seine et Marne).

Retour dans l'Ain le **01/09/2002**.

Il est élu en Commission Administrative Paritaire cadre A de la Direction des Services Fiscaux et ensuite de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Ain.

Il est nommé Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques lors de son départ en retraite le **01/03/2012**.

Passionné de Généalogie, c'est tout naturellement que Patrick participe avec Pierre VUILLAUME et d'autres camarades à la mise en place l'Institut CGT d'Histoire Sociale de l'Ain courant 2012. Il intègre le Bureau et devient Trésorier.

Il effectue un mandat de délégué régional de la MACIF (représentant CGT) de **2013 à 2017**)

Il devient Président de l'IHS le **16/09/2015** après le décès de Pierre VUILLAUME.

SEIGNEMARTIN Jean

Né en 1920 ; dessinateur à EDF ; syndiqué à la CGT depuis 1938, militant social il est à l'origine la Bibliothèque de la Caisse d'Action Sociale du Personnel d'EDF-GDF en 1942.



Né dans une famille ouvrière en 1920 à Saint Claude (Jura), ce fils de cheminot aurait aimé « faire ses humanités », mais la vie l'a amené au lycée Carriat à BOURG en Bresse où il obtint un diplôme de dessinateur industriel en 1938. Peu après il fut embauché au bureau de dessin de l'entreprise « L'Union Électrique ».

Là, il « tombe » dans ce qu'il nommait « *le bureau du syndicalisme et de la libre pensée* ». Il y découvre le Canard enchaîné, l'Os à moelle et autres lectures progressistes. C'est donc tout naturellement qu'il se syndique à la CGT.

Rendre hommage à Jean SEIGNEMARTIN, c'est faire défiler l'histoire de la Bibliothèque de la Caisse d'Action Sociale du Personnel d'EDF-GDF.

En 1942 son chef de service le charge de la nouvelle bibliothèque que l'entreprise a décidé de créer.

Cette même année il se marie avec Suzanne, rencontrée dans l'entreprise.

En 1946 l'Union électrique est nationalisée et entre dans le giron d'EDF. Le Président de la toute nouvelle Caisse d'Action Sociale, Gustave MONET, demande à Jean de conserver la gestion de la bibliothèque.

Sa soif culturelle l'entraîne aussi dans d'autres aventures : En décembre 1949 commence « L'aventure Marionnettes » dont Jean a raconté l'histoire en octobre 2015 dans un petit fascicule manuscrit. L'aventure prendra fin en 1963.

Dans les années 50 il participe à la création d'un groupe de théâtre « Les Mus'arts », qui donne sa première représentation « Les fourberies de Scapin » au théâtre municipal de Bourg en Bresse en avril 1953. Sans doute la première troupe de théâtre amateur de Bourg...

Jean adhère en 1952 au Parti communiste français ; qu'il quitte en 1963 en désaccord avec la mainmise brutale de l'URSS sur les pays de l'est et la soumission du PCF.

En retraite depuis 1978, Jean passe peu à peu la main à Josiane JAYR qui s'est investie toujours plus depuis 1982.

Au mois d'août 2013 sa forte personnalité et sa richesse intellectuelle lui permettent de surmonter la disparition de son fils Pierre.

Le 18 décembre 2019 Jean était encore présent avec ses amis de la bibliothèque pour évoquer quelques souvenirs lors du traditionnel pot de fin d'année.

Jean SEIGNEMARTIN est décédé le 18 mars 2020.

SERRE Maurice

Né en 1913, Maurice Serre participa à la direction du syndicat CGT de l'Union électrique de Bourg-en-Bresse (Ain) de 1936 à 1939 (voir Gustave Monnet*). Il fut prisonnier de guerre de 1940 à 1945.

TRICHARD Pascale

Né le 22 aout 1955 ; Agent EDF ; syndicaliste CGT du Centre de Production Nucléaire du BUGEY.



Embauché au début des années 1980 à la centrale du BUGEY, elle y a fait toute sa carrière jusqu'à son départ en retraite en 2016.

Sa carrière commencée en bas de l'échelle, elle finit cadre comme chef de section, **Pascaline**, comme l'appelait ses camarades, a su faire la démonstration de toutes ses qualités professionnelles pour y arriver, De par son métier elle était reconnue dans tous les services grâce à ses compétences et son expérience.

En parallèle de sa carrière professionnelle elle s'implique dans le syndicalisme dès son entrée à EDF. Rapidement elle s'y investi en tant que militante que se soit dans les activités sociales (membre du conseil d'administration de la CMCAS de BOURG EN BRESSE) ou dans les organismes statutaires et bien sur dans le fonctionnement du syndicat dont elle deviendra la trésorière générale.

Sa passion pour la photo à servi le syndicat pour qu'il garde des souvenirs de ses activités.

A la suite du congrès du syndicat en en juin 2018, elle s'était proposée pour s'impliquer dans sa section retraités...

Sa disparition brutale le 22 octobre 2018 ne l'a pas permis...

TRUCQUEMENT Bernard

Né le 27 août 1946 à Lyon, , technicien hospitalier, délégué syndical CGT au Centre Médical Régina à Hauteville, Secrétaire général du syndicat CGT des retraités CGT d'Hauteville.



Issu d'une famille de militants communistes, Bernard s'est inscrit très jeune dans la lignée familiale pour ne jamais renier ses convictions de justice sociale et de paix.

Il était un homme de convictions aimant le débat, ne craignant pas la contradiction, ni la confrontation des idées.

Bernard s'est très tôt engagé dans l'action syndicale et politique. mais aussi sur le plan associatif.

Bernard a assumé de nombreuses responsabilités syndicales tout au long de sa vie et dès son entrée dans la vie active : délégué syndical CGT au Centre Médical Régina, militant très actif au sein du syndicat des hospitaliers d'Hauteville comme au sein de l'Union Locale CGT d'Hauteville.

Sa carrière professionnelle s'effectuera principalement à la responsabilité des services techniques du centre de dialyse Régina.

Il a contribué à former de nombreux syndiqués dans les années 80 en organisant des stages de base qu'il dirigeait sur Hauteville chaque année.

Il a également été très impliqué au niveau départemental au sein de l'Union Syndicale Départementale de la Santé et de l'Action Sociale CGT puis comme Secrétaire général jusqu'en 1988 où il a dû se résigner à quitter Régina, menacé de fermeture, pour se mettre à son compte en tant qu'artisan afin d'assurer son avenir et celui de sa famille.

Il sera aussi élu à la commission exécutive de l'UD de l'Ain en 1978 à 1985, puis de 2013 à 2019.

Bernard a ensuite mis son activité syndicale entre parenthèses jusqu'à sa retraite en 2005 où il s'est à nouveau investi pleinement en tant que retraité, défendant avec obstination la hausse du pouvoir d'achat et des pensions.

Il est devenu secrétaire général du syndicat CGT des retraités d'Hauteville, très investi dans l'Union Syndicale des Retraités à Bourg, représentant l'USR à la commission exécutive de l'Union Départementale CGT.

Il avait fait de la défense de la protection sociale son cheval de bataille et il ne manquait jamais d'intervenir à ce sujet, soucieux du maintien d'un accès aux soins égalitaire sur tout le territoire.

Mais il était aussi particulièrement sensible aux enjeux de la dépendance, militant sans relâche pendant des années pour la création d'un droit à l'autonomie financé

par la sécurité sociale, refusant la prise en charge de la perte d'autonomie par les assurances privées.

Bernard a participé à de nombreuses réunions au Conseil Général et à des groupes de travail sur ces questions de la dépendance et participé à l'organisation d'un colloque sur ce sujet sous l'égide de l'UD.

Sur le plan politique, il était adhérent et militant très actif au sein du Parti Communiste Français participant à son activité locale et départementale. Il sera d'ailleurs un membre influent au sein de la fédération départementale et élu comme son représentant au sein de la Commission nationale santé du PCF. Mais aussi candidat à plusieurs reprises aux élections municipales et départementales.

Au niveau associatif, il a participé à la création de l'association des usagers de la maison de santé pluri professionnelle sur Hauteville.

Il s'est beaucoup mobilisé pour le recrutement de praticiens et pour le maintien d'un centre de sécurité sociale sur le plateau.

Il était favorable à la création de centres de santé avec des médecins salariés pour rendre les conditions de travail plus attractives.

Il sera un des pionniers de la distribution gratuite de masques au début de l'épidémie de Covid-19.

Sa personnalité a marqué le plateau d'Hauteville et au-delà.

Bernard disparaît trop tôt le 16 octobre 2021 au lendemain d'une réunion départementale de l'USR où il avait renouvelé son engagement au sein de la commission exécutive.

TURREL Robert

Né le 7 septembre 1922 à Seyssel-Savoie; ouvrier mouleur en matières plastiques ; militant communiste ; syndicaliste CGT, secrétaire général de l'UDCGT de l'Ain (1953-1979).



Après son certificat d'étude, Robert fréquente le collège de Belley, qu'il quitte à 16 ans pour s'engager dans la marine. Pendant trois ans, il est à Toulon en formation de mécanicien. Toujours marin lorsque la flotte se saborde à Toulon, il fuit avec son bateau qui rejoint d'abord Alger, puis Londres et les Forces Françaises Libres. Il fera la guerre, comme mécanicien, sur un dragueur de mines, qui accompagnait et protégeait les transports militaires entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Il participera également, avec son bateau, au débarquement en Normandie, à OUISTREHAM.

La fin de la guerre amène sa démobilisation. Ses compétences en mécanique lui permettent de se faire embaucher sur l'énorme chantier du barrage de Génissiat. C'est à ce moment qu'il adhère à la CGT, mais pour lui, formé dans le combat pour la liberté, l'essentiel de son engagement est alors politique: il devient vite le responsable du parti communiste sur tout le chantier.

La fin du chantier le fait rechercher un nouvel emploi, et il travaille à Bellegarde, à Oyonnax dans plusieurs entreprises de plastique ou de la métallurgie, où il démarre, quand il y reste assez longtemps, le syndicat CGT. C'est à cette époque qu'il se marie avec Martine CHANEL. Ils auront trois enfants.

En 1952, le départ du secrétaire général de l'U.D., Jean BRULE, pose la question de son remplacement. Tous les regards se tournent alors vers ce jeune militant (il a 32 ans) qui paraît si solide et, déjà, si expérimenté. C'est dans ces conditions que Robert TURREL accepte de prendre la responsabilité de l'U.D. de l'Ain. La période est fortement marquée par la guerre froide et la lutte contre l'impérialisme américain. A peine élu, il participe, à Oyonnax, au démontage d'une exposition américaine. Pour ce fait, il est recherché par la police et doit se cacher pendant des semaines. Il n'en continue pas moins de faire son travail. Finalement, il sera condamné à 20 jours de prison avec sursis.

C'est dans ces conditions, qu'il se voit confirmer la confiance de tous les camarades de l'U.D., et qu'il peut s'attaquer au développement de la CGT dans l'Ain. On peut le voir présent dans les entreprises en difficultés, dans les grèves, les visites de syndicats, sans oublier les liens, toujours fidèles avec la confédération et les fédérations.

A la tête de l'UD, Robert fait preuve d'une activité énorme: il poursuit son engagement pour la cause de la Paix tout en participant à la création de la Mutuelle Ouvrière et Familiale de l'Ain, devenue Mutuelle de France.

En 1968, il est bien évidemment en première ligne, soucieux d'aider les entreprises à entrer dans le mouvement, avec une attention particulière pour les "jeunes" syndicats. Chaque jour il rédige un petit journal, une feuille recto-verso, tirée à la Ronéo, et qui informe sur les boîtes en grève, les manifs, les communiqués, l'état des négociations entreprise par entreprise...

En 1977, sentant venir le temps de laisser à d'autres le poste de secrétaire général, il est élu conseiller municipal de la ville de Bourg. En 1980, il participe activement à la mise en place pour 4 jours de "la radio pirate" de la Confédération, "Radio Bresse CGT" et pour cela, il sera inculpé.

La même année, au cours du Congrès de l'U.D., il quitta définitivement ses responsabilités à l'U.D. laissant la place à Patrick ROCHON. A partir de ce moment, son activité devint davantage municipale, avec des responsabilités surtout dans les questions sociales et de santé... Ce qui ne l'empêcha pas de participer à la mise en place départementale du syndicalisme des retraités.

Après avoir adhéré au parti Communiste en 1945, Robert TURREL fut membre du Bureau de section d'Oyonnax en 1952. Il fut élu, la même année au Bureau fédéral et y siégea jusqu'en 1969 au moins. En 1961, il avait suivi une école centrale communiste d'un mois.

Robert est décédé le 30 juillet 1994, à l'âge de 74 ans.

La Municipalité de Bourg-en-Bresse a décidé de donner le nom de Robert TURREL à une nouvelle petite rue : Le "Passage Robert TURREL".

VIGNEUX Joseph, Marius

Né le 11 février 1909 à Nivolas-Vermelle (Isère), mort le 6 mars 1988 à Bourgoin-Jallieu (Isère) ; charpentier ; secrétaire du syndicat CGT des charpentiers de Lyon ; résistant ; responsable des syndicats du Bâtiment et des Travaux publics à la Libération ; délégué ouvrier à la Reconstruction ; secrétaire de l'UD-CGT de l'Ain (1947-1949).



Joseph Vigneux avait peu connu son père, mort en 1913, alors qu'il avait quatre ans. Sa mère, catholique pratiquante, qui exerçait la profession de tisseuse à Nivolas-Vermelle l'éleva seule ; elle était adhérente à la CGTU puis, après 1936, à la CGT réunifiée. Dès 1922, Joseph Vigneux entra en apprentissage comme charpentier chez Bonnet frères à Nivolas et, à quinze ans, quitta le domicile maternel, y revenant périodiquement. Pendant toute sa vie active, il travailla sur des chantiers d'entreprises de l'Isère, à Lyon ou dans le Rhône, enfin, entre 1938 et 1939, sur le chantier du barrage de Génissiat. Il accomplit son service militaire en 1929-1930 au 99e régiment d'infanterie alpine à Modane.

Il épousa la fille d'un concierge ; ils eurent un enfant en 1932.

En septembre 1926, à dix-sept ans Joseph VIGNEUX prit sa première carte syndicale à la CGTU, au syndicat des charpentiers de Lyon après avoir trouvé deux parrains qui attestèrent sur l'honneur de ses qualités professionnelles et morales et avec une autorisation maternelle. En 1931, après son service militaire, il adhéra au Parti communiste selon les informations qu'il donna à Maurice MOISSONNIER, mais dans son autobiographie de 1939 il donne la date d'avril 1936 (on peut penser que la première date correspond à un militantisme communiste sans adhésion). De 1934 à 1936, il connut de longs chômages entrecoupés de courtes périodes de travail. Du 6 au 12 février 1934, il participa, avec ses camarades du syndicat des charpentiers de Lyon aux manifestations contre les Ligues. En mai et juin 1936, il occupa les fonctions de délégué général des chômeurs des Chantiers du boulevard de Ceinture de Lyon.

En 1937, Joseph VIGNEUX devint secrétaire adjoint puis secrétaire du syndicat CGT des charpentiers de Lyon et siégea à la commission exécutive de la 10e région fédérale du Bâtiment et des Travaux publics. A ce titre, il organisa des collectes dans sa profession pour le soutien aux combattants républicains d'Espagne. Avec Hildebert Chaintreuil*, François Fau*, Raymond DUCOURTHIAL* il participa à la grande grève du Bâtiment (août-octobre 1938) contre une sentence arbitrale qui diminuait les salaires et, à l'issue de cette lutte, fut licencié. Il retrouva alors du travail sur le chantier du barrage de Génissiat où il devint secrétaire général du syndicat CGT.

Mobilisé en 1939, Joseph VIGNEUX rejoignit à Grenoble le 159e régiment d'infanterie alpine puis fut téléphoniste au 28e génie. Après la courte campagne contre l'Italie, il fut rendu à la vie civile en juillet 1940 et rentra à Lyon. Dès l'automne 1940, avec Chaintreuil et juste avant l'arrestation de ce dernier en novembre, il participa au sein d'un « groupe de trois » à la diffusion de tracts photocopiés dénonçant l'action du gouvernement de Vichy. Il poursuivit cette action dans le 11e arr. de Lyon jusqu'à l'été 1942. A ce moment, André Denis*, futur secrétaire de l'UD-CGT du Rhône, lui confia la mission d'entrer dans le mouvement syndical officiel pour ramener à la Bourse du Travail les ouvriers qui s'en étaient éloignés et organiser la lutte contre la Charte du Travail (voir Francis Mouchet*).

Fin 1943, Joseph VIGNEUX reçut de Louis Saillant* la mission de contrôler les sentiments et le comportement des responsables syndicaux de la région lyonnaise vis-à-vis de Vichy et de l'occupant nazi. Dans l'exercice de ces fonctions, il fut amené à faire pression sur Antoine Charial*, directeur de la coopérative « L'Avenir », pour qu'il démissionne de la commission Bâtiment de la Charte du Travail, qu'il présidait. En dépit d'une perquisition et d'un interrogatoire au commissariat de Lyon Saint-Jean, Vigneux parvint à traverser sans grand dommage la difficile période des luttes clandestines.

A la Libération de Lyon, Joseph VIGNEUX assura la responsabilité des syndicats du Bâtiment et des Travaux publics de Lyon et du Rhône, organisant la reconstruction d'infrastructures détruites par la Wehrmacht en retraite. Membre de la municipalité provisoire de Lyon et membre de la commission régionale de reconstruction économique, il fut chargé par Yves Farge d'installer, aux fins de décentralisation, une commission départementale identique dans l'Ain. Un décret ministériel, signé de François BILLOUX* le nomma délégué ouvrier à la Reconstruction et sa mission principale consista à organiser en collaboration avec les usines Lafarge (mises sous séquestre par Yves Farge*) l'approvisionnement en ciment du chantier de Génissiat.

Au moment de la scission syndicale, en 1947, Joseph VIGNEUX fut élu secrétaire de l'UD-CGT de l'Ain et il occupa ce poste jusqu'en 1949, date à laquelle la maladie l'éloigna de cette responsabilité. De 1960 à 1976, il fut inspecteur à la caisse de retraite complémentaire du Bâtiment, CNRO. Joseph VIGNEUX se retira, à l'heure de la retraite, à NIVOLAS-VERMELLE.

VOLLAND Robert

Né le 2 octobre 1925 à Bourg-en-Bresse (Ain) ; ouvrier plombier zingueur ; syndicaliste CGT de l'Ain.



Robert Volland, ouvrier plombier zingueur, fut en 1950, membre du bureau de l'Union départementale CGT de l'Ain.

Selon une note des Renseignements généraux, il fut alors célibataire et proche du Parti communiste.

Il se maria le 4 août 1951 à Bourg (Ain) avec Pierrette Paulette Cudos.

VOLLERIN Charles

En 1936-1937, Charles VOLLERIN était secrétaire du syndicat professionnel de l'Énergie industrielle et filiales de Bellegarde-sur-Valserine (Ain) qui groupait soixante-quatre syndiqués environ.

VUILLAUME Pierre

Né en 1949 ; Technicien Employé à la Direction Générale des Impôts ; syndicaliste CGT de l'Ain ; Militant du SNADGI ; Trésorier de l'UD CGT de l'AIN.



Né en 1949, Pierre a commencé sa carrière à l'Office National Interprofessionnel des Céréales (ONIC) où il a mené de nombreuses luttes pour la défense des emplois et des garanties des salariés. En 1987, suite à un détachement, il intègre la Direction Générale des Impôts.

Il est alors affecté à la Brigade de Contrôle et de Recherche (BCR) où il effectuera toute sa carrière.

Militant du SNADGI (Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts), il a fait partie de la Commission Exécutive de son syndicat jusqu'à son départ à la retraite.

Membre du bureau de l'UD pendant plusieurs mandats, Il a aussi été Trésorier de l'Union Départementale CGT de 1993 à 2004.

Pierre s'est aussi investi syndicalement au niveau régional en acceptant d'être membre du Conseil Economique et Social Régional (CESR) de 1995 à 2010.

Comme pour toutes ses responsabilités, Pierre s'est impliqué fortement au CESR, notamment lors des débats concernant le vote du budget régional.

Lorsque l'Union Départementale CGT a pris la décision d'impulser la création de l'Institut d'Histoire Sociale départemental de la CGT courant 2012, c'est naturellement que Pierre en a pris la présidence. Il aimait ce travail de recherche et il aimait aussi faire découvrir aux militants d'aujourd'hui l'histoire de notre organisation.

IL participait à toutes les initiatives de la CGT (congrès d'UD ou d'UL ou de syndicats, assemblées diverses), Il était présent à toutes les actions et les luttes que menait la CGT.

Il décède d'un cancer en 2014.

Les militants CGT qui l'ont côtoyé garderont longtemps dans leur esprit tous les moments de débat, de convivialité et de fraternité partagés avec lui

ZAGOURY Charles

Syndicaliste CGT de l'Ain.

En 1936, Charles ZAGOURY était secrétaire du syndicat CGT de l'Éclairage et Force motrice de Bourg-en-Bresse (Ain).

Hommage à Claude CHANEL

On ne le verra plus arpenter de ses grands pas les couloirs de l'U.D., des feuilles à la main pour la photocopieuse, ne manquant pas de saluer chacune et chacun avec son grand sourire. On ne verra plus ses chemises colorées et ses belles cravates, on ne le verra plus jamais, et ça, c'est dur...

Quand on voulait rire, je le saluais en référence au parler de ma campagne natale : « Bonjour Glaude ». Il adorait, me précisant : « le Glaude », La Soupe aux Choux » était passée par là.



Pénétrant dans son bureau, on ne pouvait que s'extasier sur son organisation parfaite. Pour un autre que lui, il aurait fallu 50 mètres carrés, et encore. Il avait le génie du rangement et retrouvait tout : Quand il a commencé à hésiter sur ses classements, ou dans ses paroles, on a su que quelque chose n'allait plus. Il a dû décrocher, et même si rapidement, que bien des camarades n'ont pas compris. La fin a été proche, tellement proche qu'on n'a pas encore réalisé. Tant de présence journalière, du début à la fin de la journée ! Beaucoup d'entre nous ne pourrons tourner la page avant longtemps... Il faudra du temps, et nous pensons très fort à Josette et à ses enfants, pour qui le vide sera énorme. Ils peuvent compter sur notre amitié.

C'est l'homme-militant qu'il faut évoquer, celui qui avait donné une grande partie de sa vie à l'action syndicale depuis ses années d'UGFF (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires) à celles toutes vouées à l'INDECOSA.



J'ai surtout connu Claude comme responsable de la défense des locataires des HLM, lui-même fidèle à son appart de Bourg-Habitat, au Pré Neuf. Nous avons beaucoup travaillé ensemble, et quelques affaires importantes m'ont particulièrement marqué, où Claude a donné toutes les dimensions de sa ténacité et de ses compétences.

L'affaire du câble. C'était dans les années 1990. Bourg-Habitat, avec l'aval de la municipalité de l'époque, avait fait installer un câble destiné à la réception de la télé dans les HLM de la ville, et, accompagnés par Indécosa, des locataires ont refusé de payer une redevance pour un service qu'ils n'avaient pas demandé. Plus d'une centaine de locataires on a tenu et on a gagné au tribunal, ancrant ainsi fortement l'Indécosa dans le camp des vrais défenseurs des locataires. Et Claude, là-dessus, comme sur toutes les affaires qu'il a menées, a mouillé la chemise, avec une grande intelligence militante.

C'est lui qui, le premier en France, a su vraiment imposer l'Indécosa aux élections

Jean MOLARD

Congrès UD de l'AIN depuis 1936

Année	Nbre syndiqués			Délégués SG
1934				UD Ain-Jura Georges BRICHE
1936		26 et 27 décembre	Séparation des 2 départements	UD Ain-Jura Georges BRICHE
1939	1er	14-mai		Congrès constitutif Henri MADRAT
1940		14-avr		Charles ZAGOURI
1947		30 novembre et 1er décembre 1946	Salle des fêtes de Bourg	
1948				Modification statuts Joseph VIGNEUX
1949		12 et 13 mars	Hôtel central à Bourg	Joseph VIGNEUX
1951		14 et 15 avril 1951	Salle de l'hôtel central à Bourg	Jean BRULE
1952		26 et 27 avril 1952	Salle des fetes de Bourg	Robert TURREL
1953		16 et 17 mai 1953	Salle des fetes de St Rambert	Robert TURREL
1954		29 et 30 mai	Salle des cheminots Ambérieu	Robert TURREL
1955		26 et 27 mars	Hôtel central à Bourg	Robert TURREL
1956		21 et 22 avril	Bellegarde	Robert TURREL
1958		8 et 9 mars	Salle de la mutualité à Oyonnax	Robert TURREL
1960		23 et 24 avril	Salle de la mutualité à Bourg	Robert TURREL
1962		2 et 3 juin	Salle des fêtes de Bourg	Robert TURREL
1964		9 et 10 mai		Robert TURREL
1966		14 et 15 mai	Salle des fêtes de Bourg	Robert TURREL
1968		30 et 31 mars	Salle des fêtes de Bourg	Robert TURREL
1970		4 et 5 avril	Salle des fêtes de Bourg	Robert TURREL
1972	18	25 et 26 mars	Salle des fêtes de Bourg	Robert TURREL
1974		?		164 Robert TURREL
1976		14 et 15 mai		Robert TURREL
1978	17500	27 et 28 octobre		Robert TURREL
1980		mai		Patrick ROCHON
1982				Patrick ROCHON
1985	21ème	6 et 7 juin		Patrick ROCHON
1987		19-mai		Comité général Christian PENASA
1988	22ème	23, 24 et 25 novembre	Salle des fêtes de Péronnas	Christian PENASA
1991	23ème	23, 24 et 25 octobre	Salle des fêtes de Péronnas ?	Christian PENASA

Congrès UD de l'AIN depuis 1936

1995	24ème	8 et 9 mars	Salle des fêtes de Ceyzeriat	Daniel BLATRIX
1998	25ème	3, 4 et 5 juin	Salle des fêtes de Bourg	André PERRIN
2001	26ème	22 et 23 novembre	Parc des expos à Bourg	André PERRIN
2004	27ème	23 et 24 novembre		Marie Thérèse BUGAUT
2007	28ème			Marie Thérèse BUGAUT
2010	29ème			Marie Thérèse BUGAUT
2013	30ème			Fabrice CANET
2016	31er			Fabrice CANET
2019	32ème			



QUESTIONNAIRE MILITANT

Nom : Prénom :

Date de naissance :/...../..... Lieu de naissance :

Autres dates importantes ou marquantes de la vie :/...../.....

Employeur :

Du : au : Profession et qualification :

Employeur :

Du : au : Profession et qualification :

Employeur :

Du : au : Profession et qualification :

Année d'adhésion à la CGT :

Responsabilités syndicales exercées dans le syndicat :

Secrétaire : du au

Trésorier : du au

Bureau : du au

CE : du au

Autres (à préciser) :

Questionnaire à renvoyer à :

Institut CGT d'Histoire Sociale de l'Ain - 3 impasse Alfred Chanut - 01000 BOURG en BRESSE - ihsctain@laposte.net

Mandats exercés dans l'entreprise :

DP: du au

CE : du au

CHS-CT : du au

Autres (à préciser) :

Responsabilités hors de l'entreprise :

UL : du au

USD: du au

UD : du au

USR: du au

UR : du au

Autres responsabilités : (Administrateur, Commissions diverses, Prud'hommes, etc ...)

..... du au

..... du au

..... du au

..... du au

Engagements extra-syndicaux (politique, associatifs

..... du au

..... du au

..... du au

Témoignages, anecdotes, ressenti sur la vie de militant...

A renvoyer à :

Institut CGT d'Histoire Sociale de l'Ain - 3 impasse Alfred Chanut - 01000 BOURG en BRESSE - ihscgtain@laposte.net